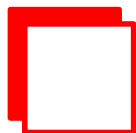


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 204 - 1,50 € - Mai 2009



### Pour l'Emancipation Sociale!



## Les grands prêtres de l'Europe

Pour restaurer les vertus viciées du vernis craquelé de la démocratie formelle, une trêve sociale tacite s'impose. Toutes les forces politiques institutionnalisées y souscrivent, espérant tromper encore l'électorat. Le rituel des manifestations-processions s'est donc interrompu et les mouvements revendicatifs doivent être canalisés pour ne pas troubler le jeu de débats frelatés sans enjeu. ...N'en doutons pas, de piètres ténors de Droite et de Gauche vont entonner les refrains usés d'une Europe de proximité, mieux régulée, plus démocratique, sociale, voire écologique, prouvant par là même qu'elle ne l'est pas. Difficile exercice car désormais, en pleine crise, les classes populaires ont accumulé une amère expérience. Pour tenter de réduire l'abstention massive qui se dessine, les politiciens fustigeront leur manque de civisme sans pouvoir les convaincre : jamais mandat n'a été donné pour délocaliser les entreprises, privatiser les services publics, démanteler le droit du travail, renflouer les banquiers et les spéculateurs. Depuis belle lurette socio-libéraux et libéraux-sociaux ont signé un pacte de connivence pour obéir aux intérêts du capital libéralisé car, selon eux, il n'y a pas d'autre alternative.

Toutefois, lors des joutes médiatiques, ils éviteront soigneusement de transgresser nombre de tabous: non seulement la réalité d'un Parlement croupion, celle d'une Commission nommée par les Gouvernements disposant de pratiquement tous les pouvoirs, d'un Conseil européen des ministres entérinant les directives qui lui sont soumises, d'une banque centrale méprisant toute ingérence, bref, tout ce qui risque d'apparaître comme une négation des principes démocratiques qu'ils proclament. Mais surtout, derrière le paravent de la mascarade électorale, doivent être occultés les acteurs réels, grands prêtres de la bonne gouvernance, qui comme l'ERT (les 45 entreprises européennes de taille mondiale), le TABD (multinationales), la Trilatérale, le groupe Bildenbergh ... dictent leurs lois.

Soigneusement organisés, ils commettent des milliers de lobbyistes qui hantent les couloirs de la Commission et du Conseil, rédigent rapports et directives<sup>1</sup> complaisamment repris, genuflections à l'appui. Le socialiste P. Lamy était particulièrement obséquieux à cet égard : «*Nous ferons ce que nous avons à faire, d'autant plus facilement que de votre côté, vous nous indiquerez vos priorités ... Nous allons faire notre travail sur la base de vos recommandations* » (le 20.10.99 à Berlin devant le TABD). C'était comme une réponse à D. Rockefeller qui le 1.02.99 à la Trilatérale déclarait «*La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers est préférable au principe d'autodétermination des peuples*».

Voilà qui est clair. Pour racoler un électorat en déshérence nous aurons certes droit aux sempiternelles litanies : «*la Gauche, c'est mieux que la Droite*», «*la Droite c'est plus sûr que la Gauche*» pour que rien ne change, et pas de voix pour affirmer: il faut détruire les institutions européennes existantes pour ouvrir le chemin de l'émancipation sociale.



1) Lire à ce sujet " Europe INC. Comment les transnationales construisent l'Europe " Collectif - éd. Agone

# Un saisissant portrait filmique de «*la Rose blanche*»

Plusieurs des quarante-trois longs-métrages documentaires projetés lors des 44èmes Journées cinématographiques de Soleure (du 19 au 25 janvier 2009) mériteraient une chronique. Mais, faute d'un espace suffisant, j'ai choisi, plutôt que d'aligner des synopsis, de détailler les deux œuvres qui m'ont littéralement captivé, bouleversé, enthousiasmé. Ce mois-ci, focus sur *Die Widerständigen*.

Dans les fictions de Michael Ve rhoeven (1982), Percy Adlon (idem) et Marc Rothmund (2005) sur «*Die Weiße Rose*», les membres les plus célèbres de celle-ci occupent une place prépondérante. Katrin Seybold, invitée dans le cadre de la section «*Passages*»<sup>(1)</sup>, présente un hommage particulièrement poignant à l'ensemble du mouvement. Ayant utilisé moult photographies ainsi que des documents d'archives inédits, elle disposa de cent-vingt heures d'enregistrement, échelonnées sur neuf années.

## Logique inébranlable

Mais, confesse la native de Bromberg (en Silésie), ces entretiens avec des témoins, qui avaient cultivé des relations privilégiées (d'amour, d'amitié ou familiales) avec les téméraires jeunes gens, dont le cheminement et les motivations ont fait l'objet de dissertations circonstanciées<sup>(2)</sup>, n'avaient pas toujours revêtu un caractère «*serein, aimable, détendu*». Sous les souvenirs ravivés affleurèrent une émotion débordante, une douleur presque insupportable que le temps n'a pas érodées. Traute Lafrenz-Page, la bien-aimée de Hans Scholl, n'oubliera pas les commentaires de Sophie, la sœur du précité, quant aux chaussures de ski dans le vestibule, parce que ce furent les dernières paroles qu'elle entendit d'elle. Franz Josef Müller conservera éternellement à l'esprit le cri du jeune homme, «*Es lebe die Freiheit !*» («*Vive la liberté!*»), «*quelques secondes avant le bruit sourd du couperet*». Entre le 27 juin et le 12 juillet 1942, Hans Scholl et Alexander Schmorell rédigèrent, dupliquèrent, distribuèrent, expédièrent à des connaissances et à des intellectuels (sélectionnés via l'annuaire téléphonique) des centaines d'exemplaires de quatre tracts. Susanne Zeller-Hirzel d'Ulm résume la logique inébranlable de ses ami(-e)s: «*Si nul n'entreprend rien, aucun changement n'interviendra. Alors, nous le faisons*». Les 3, 8 et 15 février 1943, Wilhelm Graf et les deux meneurs du groupe badigeonnèrent, de nuit, les murs de l'Université et d'autres bâtiments munichoïses au goudron: «*À bas Hitler*», «*Meurtrier de masse*», «*Liberté*». Ils furent affectés, le 23 juillet 1942, de même que Hubert Furtwängler et Jürgen Wittenstein, à Gshatsk, dans

la région de Smolensk, en qualité d'infirmiers ou d'assistants médicaux. Le 30 octobre 1942, horrifiés par la boucherie de la campagne russe, ils retournèrent dans la capitale bavaroise pour y poursuivre leurs études. Le 18 février 1943<sup>(3)</sup>, autour de onze heures, Sophie et son frère déposèrent des piles du sixième texte dans les couloirs de la Faculté, avant de répandre, depuis la balustrade du second étage, le reliquat dans la cour intérieure. L'appariteur Jakob Schmid les immobilisa et les amena chez le syndic du lieu, Ernst Haeffner, lequel les livra à la Gestapo. Profondément ébranlés par les nouvelles du front, le professeur Kurt Huber et Alexander Schmorell espéraient que la capitulation, le 2 de ce mois-là, à Stalingrad, où tombèrent 230 000 soldats de la Wehrmacht (l'Union soviétique déplora environ un million de victimes, dont de très nombreux civils), susciterait un électrochoc au sein de la population.

## Stoïques face au vociférateur barbare

Dans leur exhortation aux «*étudiants*», ils conclurent: «*... Le nom de l'Allemagne sera à jamais souillé de honte, si la jeunesse ne s'insurge pas enfin, ne se venge et réconcilie parallèlement, n'écrase point ses bourreaux pour édifier une nouvelle Europe spirituelle*». Christoph Probst, dont Hans portait sur lui le brouillon d'un prochain manifeste, fut arrêté le même jour. Le sinistre Roland Freisler, président du Tribunal populaire, se déplaça spécialement de Berlin. Le 22 février, le magistrat, entièrement dévoué à son Führer, éructa les chefs d'accusation: «*soutien perfide à l'ennemi, propagande subversive, préparation à la haute tradition, démoralisation des forces armées*». Après seulement quatre-vingt-dix minutes d'audience, il prononça la peine capitale. Peu après dix-sept heures, dans la prison de Stadelheim, Johann Reichhart procéda à trois des 2948 guillotines qui jalonnèrent sa «*carrière*». Les dépouilles reposent au cimetière du Perlach Forst. Le 19 avril 1943, le procès intenté à Kurt Huber, Alexander Schmorell et Wilhelm Graf dura quatorze heures. Le quinquagénaire ne se laissa pas démonter par les vociférations du pitbull en robe noire: «*Mon intention était de réveiller les cercles d'étudiants, non pas en formant une organisation, mais sim-*

*plement par les mots; non pas en les enhardissant à la violence, mais à l'examen moral des graves dommages causés au système politique... Je me suis demandé ce qu'il adviendrait si l'impératif catégorique kantien, cette maxime subjective qui a guidé mon action, devenait une règle générale... Vous ne pouvez m'enlever mon honneur!..*. L'enseignant, diplômé de philosophie<sup>(4)</sup>, de psychologie et en sciences musicales, qui s'avéra, malgré ses difficultés d'élocution, un rhétoricien brillant, et Alexander, furent décapités, le 13 juillet 1943. Willy Graf subit un sort identique, le 12 octobre 1943. Hans Conrad Leipelt, dénoncé pour avoir collecté des fonds en faveur de Clara Huber, fut exécuté, le 29 janvier 1945. L'engagement, au péril de leur existence, de ces admirables semeurs d'aubes nous renvoie aussi à notre propre perception du concept de «*résistance*». Adhérant aux intentions de la réalisatrice, je cite volontiers les autres personnes qu'elle a sollicitées: Lilo Fürst-Ramdohr, Elisabeth Hartnagel, Anneliese Knoop-Graf, Herta Siebler-Probst, Birgit Weiss-Huber, Heiner Guter, Nikolay Hamazaspian, Hans Hirzel<sup>(5)</sup>, Dieter Sasse, Erich Schmorell.

(1) Dédiée à des créateur(-trice)s de pays limitrophes: Allemagne, Autriche, France, Italie, Slovaquie.

(2) À l'occasion de l'exposition «*La résistance des étudiants contre Hitler - Munich 1942/43*», la *Weiße Rose Stiftung* édita en 1995, sous l'égide de Franz Josef Müller, un document de 74 pages, très complet, disponible en français. L'adresse actuelle de la Fondation: Ludwig Maximilians Universität, Geschwister Scholl-Platz 1, D 80539 München.

(3) Ce vendredi-là, Joseph Goebbels requit «*la guerre totale*» devant la foule électrisée du Palais des sports berlinois.

(4) Le recteur Walther Wüst le démit, en date du 8 mars 1943, de son titre de docteur.

(5) Le 19 avril 1993, il rejoignit le Parti d'extrême-droite *Die Republikaner*, sous l'étiquette duquel il siégea au Conseil municipal de Wiesbaden (Hesse), de mars 1997 jusqu'à son départ pour divergences, le 1<sup>er</sup> juin 2001. Il décéda, le 3 juin 2006.

René HAMM  
Le 6 mai 2009

# Un «capitalisme vert» est-il possible ?

Depuis que la crise financière de l'automne dernier a éclaté et que, à sa faveur, les irresponsables qui nous gouvernent, leurs mentors capitalistes eux-mêmes et tous les thuriféraires qui servent ordinairement de claque aux uns aussi bien qu'aux autres ont tous été brutalement ramenés sur terre pour y (re)prendre conscience de l'ampleur de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme se débat depuis plus de trois décennies maintenant, les propositions les plus diverses se multiplient pour «refonder» ce dernier, c'est-à-dire lui offrir une nième planche de salut. Parmi elles en figure une qui est sans doute promise à un bel avenir: celui d'un «capitalisme vert», non seulement repeint aux couleurs de l'écologie mais encore réorienté et réorganisé de manière à faire face à une crise écologique qui ne cesse de s'aggraver et qui n'est jamais, d'ailleurs, qu'une dimension de la crise structurelle précédemment évoquée.

Cette proposition reprend à son compte des réflexions et incitations déjà plus anciennes, remontant aux années 1970 (les travaux du Club de Rome) et aux années 1980 (le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement dirigée par Gro Harlem Brundtland, qui a popularisé la notion de «développement durable» ou «développement soutenable»<sup>1</sup>. Elle répond aussi à une demande croissante de prise en compte de la nécessité de faire face aux aspects les plus urgents et les plus graves de la crise écologique de la part d'une partie de l'opinion publique des formations capitalistes centrales, que l'émergence de partis écologistes y exprime et y renforce à la fois. Elle peut s'appuyer encore sur le développement, en rapport avec la demande précédente, du marché des «produits verts» mais aussi de procédés de production industriels à la fois plus économes en énergie et plus «respectueux de l'environnement» au niveau des déchets qu'ils génèrent. Elle relaie la prise en compte, de plus en plus fréquente, de normes écologiques ou de leur renforcement dans la mesure de la valeur des entreprises et de leur prix lors de fusions ou d'acquisition. Elle procède enfin de la volonté de systématiser les actions publiques déjà entreprises, tant au niveau mondial qu'aux niveaux national et local, destinées là encore à prendre en compte tant le renforcement d'une sensibilité écologiste au sein des populations que l'aggravation objective de quelques-uns des aspects de la crise écologique, dont l'épuisement de certaines ressources naturelles et le réchauffement climatique sont les plus manifestes.

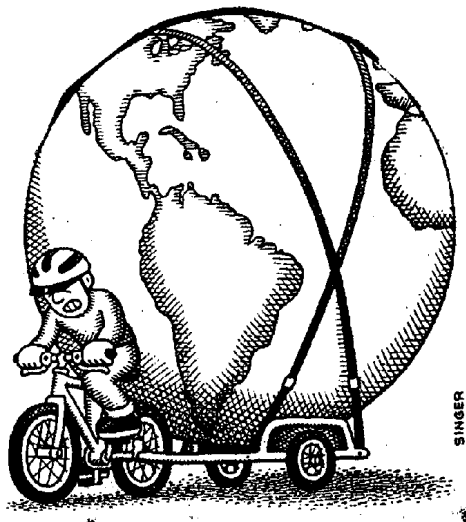
Quelle est la portée de cette proposition ? Un «capitalisme vert» est-il possible ? Ecologie et capitalisme sont-ils compatibles ? Bien plus, la prise en compte des nécessités écologiques serait-elle en mesure de renouveler le capitalisme, de lui donner une nouvelle vie et une nouvelle impulsion ? Autrement dit, après avoir depuis plus de deux siècles, depuis ce qu'on nomme ordinairement la «révolution industrielle», assuré sa reproduction en dégradant, détruisant, ravageant même quelquefois la nature, le capitalisme peut-il s'assurer un avenir en la reconstruisant ? Telle est la problématique de cet article.

## De la possibilité et de la réalité de «capitaux verts»

Il ne fait aucun doute que la valorisation de capitaux (industriels ou commerciaux) est parfaitement compatible avec des normes écologiques renforcées, sur la base de procès de travail «respectueux de l'environnement». Autrement dit, des travaux écologiquement soutenables ne sont pas moins aptes par principe à valoriser du capital que des travaux écologiquement catastrophiques. En effet, pour que des capitaux puissent se valoriser, il suffit, au moins immédiatement, qu'ils satisfassent aux deux seules conditions suivantes : d'une part celle de mettre en oeuvre du travail socialement nécessaire, d'autre part celle d'incorporer une part de surtravail au sein de ce dernier (que le travail vivant excède ce qui est nécessaire à la reproduction de la force de travail). La nature du travail ainsi mobilisé est, quant à elle, totalement indifférente au capital et à sa valorisation, puisque cette dernière repose tout entière sur le procès de transformation de procès de travail concrets, particuliers, par définition très diversifiés, en un même travail abstrait, général, correspondant à une simple dépense de force humaine de travail

Marx avait eu l'occasion de souligner cette parfaite indifférence du capital à la nature des travaux qui le valorise, dans sa discussion des concepts de travail productif et de travail improductif. Il a été ainsi amené à écrire : «*que celui-ci [le capitaliste] ait placé son capital dans une fabrique de leçons [une école privée] au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire.*»<sup>2</sup> Ou encore : «*Un comédien, un clown même, est par conséquent un travailleur productif [i.e. un travailleur producteur de plus-value], du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'entrepreneur), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire (...)*»<sup>3</sup>.

Cette idée ne manquera pas cependant de se heurter à l'objection courante suivante. Intégrer des normes et exigences écologiques dans les procès de travail sur la base desquels le capital se valorise tend à renchérir le coût de production des marchandises et, par conséquent, pour un prix de production et un prix de marché donné de ces dernières, à limiter d'autant la valorisation des capitaux qui se livrent à cette opération, à réduire leur taux de profit en deçà du taux moyen. Telle serait la principale raison des freins opposés à l'intégration de normes écologiques dans la production capitaliste. Bien plus, la concurrence intercapitaliste, incitant les capitalistes à diminuer le coût de production des marchandises par l'intermédiaire desquelles se valorise leur capital, n'est-elle pas précisément responsable d'un «dumping écologique» permanent qui fait que le ou les capitalistes les moins regardants sur les conséquences écologiques de leur activité s'assureront toujours un avantage concurrentiel sur ceux de leurs confrères et concurrents qui ne veulent pas ou tout simplement ne peuvent pas les suivre dans cette course au «moins disant écologique» ? Le processus est en tout point analogue au «dumping social», à



la pression à la baisse du coût salarial, des salaires directs et indirects, partant des normes d'emploi, de travail et de rémunération des salariés, qui, là encore, assure un avantage concurrentiel aux capitalistes qui le pratiquent.

L'objection est recevable mais sa portée est limitée. Y répondre exige de préciser la notion de travail socialement nécessaire précédemment introduite. En effet, la concurrence intercapitaliste ne peut jouer que dans le cadre (normatif) et les limites (spatiales et temporelles) de ce qu'est concrètement le travail socialement nécessaire que les capitaux singuliers doivent précisément mettre en œuvre pour se valoriser. Or, un travail déterminé n'est socialement nécessaire que pour autant qu'il remplisse deux conditions. D'une part, il doit répondre à un besoin social, qualitativement aussi bien que quantitativement déterminé par un certain nombre de pratiques, de normes, de valeurs, etc., résultats tant de l'héritage civilisationnel que des rapports de force (économiques, politiques et idéologiques) entre les différentes classes sociales ; car ces rapports jouent un rôle essentiel dans la constitution du système social des besoins, dans la prévalence ou la primauté accordées à certains de ces besoins par rapport à d'autres, partant dans les pratiques et normes de la consommation individuelle aussi bien que collective, etc., tout comme bien évidemment dans la répartition de la richesse sociale

cialisation de ce travail en particulier (dans la branche de la division du travail qui est la sienne, sur le territoire sur lequel il opère, dans les groupes sociaux qu'ils mobilisent, à la période historique considérée, etc.), de manière à ce que sa durée, son intensité, sa productivité tout comme la qualité de son produit se situent en définitive dans la moyenne de ce qui s'obtient au sein de cet espace-temps de socialisation.

Ce qui revient à dire que, pour que des «capitaux verts» puissent voir le jour, il faut et il suffit que les normes définissant ce qu'est un travail socialement nécessaire, tant au niveau du procès de production (dans l'usage des forces productives) qu'au niveau du procès de consommation (tel qu'il est régi par le système social des besoins), intègre des exigences écologiques. L'intégration de telles exigences peut résulter de processus divers: par exemple, de l'émergence et du renforcement d'une demande de «produits verts» (par exemple de légumes sans nitrate et de fruits sans pesticide), de la diffusion d'innovations techniques ou de procédés de production rendant les procès de travail plus performants sur le double plan économique et écologique (par exemple la cogénération d'électricité et de chaleur), de l'adoption de réglementations d'ordre public introduisant ou renforçant des normes écologiques en matière de production (par exemple en termes d'économie d'énergie) ou de consommation (par exemple en

termes de recyclage des produits usagés et des déchets), tel que le «Grenelle de l'environnement», etc. Dès lors, la concurrence intercapitaliste ne peut plus fonctionner comme un obstacle au développement de «capitaux verts»; tout au plus peut-elle servir de prétexte aux capitaux les moins bien placés dans cette concurrence ou au contraire les mieux placés (ceux en situation d'oligopole) pour freiner l'introduction de normes et d'exigences écologique et retarder le passage d'un régime du travail socialement nécessaire à un autre. Dans l'industrie automobile, cela a été le cas hier à propos de l'adoption du pot catalytique, comme c'est le cas aujourd'hui à propos de la mise au point de moteurs moins gourmands en énergie ou même d'alternatives au moteur à essence.

C'est précisément parce que, sous la pression de l'aggravation de la crise écologique, les normes sociales de production et de consommation sont en train de changer, sous l'effet d'une transformation de la demande sociale ou de l'adoption de nouvelles réglemen-

tations publiques contraignantes ou plus contraignantes en la matière, que des «capitaux verts» sont apparus et seront appelés à se développer de plus en plus au cours des prochaines années. Autrement dit, le capitalisme est déjà en train de se 'mettre au vert' !

Les principaux secteurs qui constituent des terres de mission pour les «capitaux verts» et vont leur offrir les plus belles opportunités de valorisation sont l'agriculture (avec notamment la production de biocarburants), le bâtiment (dont la rénovation doit viser à améliorer le bilan énergétique), la production d'énergie (avec le développement des énergies renouvelables), les transports (lui aussi particulièrement gourmand en énergie, l'enjeu étant de faire régresser la part de la voiture individuelle au profit de celle du tram et du train, de manière à réduire l'émission de gaz à effet de serre), enfin le recyclage des produits en fin de vie, secteur d'ores et déjà investis par de très grands groupes financiers tels que Véolia (ex Vivendi, ex Générale des Eaux), Suez Environnement (qui a absorbé l'ex Lyonnaise des Eaux,) Bouygues, etc.

## De la nécessité de changer d'échelle

Les considérations précédentes n'épuisent pourtant pas, de loin, la problématique initiale. Un exemple nous le fera comprendre, celui des agrocarburants.

Différentes raisons expliquent le récent développement de ces derniers. Si certaines relèvent de la pure logique capitaliste classique de mise en valeur de la terre et du travail agricole, d'autres sont sinon déterminées par des considérations écologistes du moins susceptibles d'entrer dans la gamme des mesures tenant compte d'un certain nombre d'impératifs écologiques, dont notamment l'épuisement progressif des réserves d'hydrocarbures et la nécessité de lutter contre le rejet dans l'atmosphère de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), principal responsable de l'aggravation de l'effet de serre. Sous ce double rapport, les exploitations agricoles productrices de biocarburants (colza, canne à sucre, etc.) sont des exemples de «capitaux verts» au sens précédemment entendu. Or différentes études ont mis en évidence l'étroitesse d'un tel jugement et, plus largement, de la perspective qui le sous-tend<sup>4</sup>. Elles conduisent en effet à souligner que, d'un strict point de vue écologique, le bilan du développement de ces agrocarburants est non seulement négatif mais franchement catastrophique: il implique un usage intensif d'engrais responsables d'émission de protoxyde d'azote (ou oxyde nitreux, N<sub>2</sub>O) dont l'effet de serre est près de



(donc le montant des revenus) des différentes classes, fractions, couches et catégories. D'autre part, pour être socialement nécessaire, un travail productif doit encore répondre à un besoin social en mettant en œuvre les forces productives disponibles (les moyens de production, les forces de travail et leur combinaison) selon les normes productives en vigueur dans la société en général tout comme dans l'espace-temps de so-

300 fois plus important que celui du gaz carbonique, il s'effectue souvent au prix d'une déforestation dont le bilan est négatif tant sous l'angle de la lutte contre l'effet de serre que sous celui de la préservation de la biodiversité. Celle-ci est de surcroît menacée par l'extension de la monoculture qu'implique la culture des agrocarburants car les plants utilisés dégradent rapidement les sols. A quoi s'ajoutent d'autres effets tout aussi désastreux qui, pour excéder le cercle des considérations strictement écologiques, ne peuvent laisser indifférents des écologistes: les terres utilisées à fin de producteurs d'agrocarburants limitent d'autant celles disponibles pour la production de céréales alimentaires et pour

treposage ou l'enfouissement des déchets nucléaires font courir à l'humanité entière jusqu'à la fin de ses jours ! Qui ne peut se féliciter du développement de la production de l'énergie électrique d'origine photovoltaïque... avant d'apprendre que les panneaux producteurs de cette dernière contiennent du trifluorure d'azote ( $NF_3$ ) dont l'effet de serre est 17 000 fois plus important que celui du gaz carbonique et dont la durée de vie dans l'atmosphère est cinq fois plus longue que celle de ce dernier et qui, curieusement, ne fait pourtant pas partie des gaz à effet de serre visés par le protocole de Kyoto<sup>6</sup> ? Qu'advient-il de ce gaz lorsqu'il s'agira de recycler ces panneaux ?

nelles et leurs ciments idéologiques propres, etc.) qui résulte, elle aussi, de l'emprise du capital comme rapport social de production sur la société dans son ensemble.

De la même manière, on ne peut ni ne doit réduire l'actuelle crise écologique à une série de dégâts locaux, d'atteintes locales à « l'environnement » (difficile de trouver un terme plus vague !), ni même d'ailleurs qu'à une simple série de problèmes globaux: l'épuisement des ressources minérales, la pollution des éléments (le sol, l'eau, l'air), l'aggravation de l'effet de serre et les perturbations climatiques, etc. Là encore, en raisonnant de cette manière, les arbres risquent de masquer la forêt (ce qui serait un comble pour une pensée systémique comme l'est par principe l'écologie): cela risque d'occulter la nature exacte et les causes essentielles d'une crise qui met en jeu l'interaction entre la totalité des activités humaines, telles qu'elles se trouvent aujourd'hui déterminées plus ou moins directement par le capitalisme (plus exactement par le procès global de reproduction du capital), et cet infime fragment de la nature qu'est notre planète, soit la totalité de l'écosphère et de ses éléments. Si l'on veut saisir la crise écologique à sa racine, c'est à ce niveau de globalité qu'il faut se situer.

Ressaisie à ce niveau, la crise écologique apparaît alors comme la résultante de la contradiction entre les limites de l'écosphère et les contraintes auxquelles la dynamique illimitée de reproduction du capital tend à et tente de soumettre cette dernière. D'une part, nous avons une écosphère dont les ressources (espace, temps, matières, énergies, informations) qu'elles offrent aux activités humaines sont limitées et dont les écosystèmes qui la constituent, tant globaux que locaux, possèdent des capacités de reproduction (plus exactement d'homéostasie) également limitées<sup>8</sup>. Tandis que, d'autre part, le rapport capitaliste de production s'est présenté jusqu'à présent comme un processus indéfiniment expansif, en traitant la nature comme si elle était un *réservoir* de ressources dans lequel on pourrait indéfiniment puiser et un *dépot* dans lequel on pourrait non moins indéfiniment déverser les déchets du procès de reproduction sociale, en comptant sur les capacités homéostatiques des systèmes naturels pour les absorber ou les recycler.

La résolution de la crise écologique suppose donc un mode de production capable d'intégrer comme une contrainte interne à son propre mode de fonctionnement cette donnée externe que sont les limites que le cadre écologique impose à l'activité humaine en général. Ce qui implique :



l'agriculture vivrière, fragilisant ainsi la sécurité alimentaire des populations, le bilan des créations et des destructions d'emplois entraînés par le développement de cette monoculture intensive est négatif, favorisant ainsi l'exode rural, les champs de « pétrole vert » sont souvent des zones de non respect des droits sociaux et des droits de l'homme plus généralement, etc. Et le tout finalement pour permettre la poursuite de cette folie écologique et sociale qu'est la circulation des dizaines de millions de véhicules automobiles qui obstrue et pollue les espaces urbains et défigure les paysages ruraux.

On pourrait multiplier les exemples de semblables effets pervers de capitaux apparemment « verts » par leurs produits mais dont les procédés de production et les implications générales, tant sociales que proprement écologiques, ont de quoi de faire verdoyer de rage des écologistes conséquents. Ainsi rien n'est plus propre en apparence que la production d'électricité nucléaire<sup>5</sup> aux risques près, qui sont énormes, que les centrales nucléaires font courir aux populations environnantes (les environs se mesurent en l'occurrence en milliers de kilomètres : cf. Tchernobyl) et que l'en-

Les exemples précédents nous montrent qu'on ne peut examiner notre problématique en en restant au seul niveau des capitaux singuliers, dont certains effets écologiquement souhaitables sont contrebalancés par d'autres écologiquement désastreux, sans qu'il soit possible de tirer une conclusion claire de la multiplication de pareils bilans contrastés. Si l'on veut sortir de cette casuistique et parvenir à quelques résultats solides, il faut nécessairement changer de cadre de pensée, raisonner non plus au niveau des capitaux singuliers mais à celui du capital dans son ensemble tout comme à celui de la crise écologique dans sa globalité.

Car le capital comme rapport social de production ne se réduit pas à la somme des capitaux singuliers dont il se compose ni même à la résultante de leurs mouvements cycliques, dans et par lesquels ces capitaux se combinent en échangeant leurs produits, se repoussent (par la concurrence) et s'attirent (par absorption et fusion) tout en s'accumulant. En tant que rapport social de production, le capital possède une logique propre, celle de sa reproduction avec ses exigences et implications spécifiques, logique qui s'impose non seulement aux capitaux singuliers et à leurs mouvements mais encore en définitive à la société tout entière<sup>7</sup>. C'est ce que nous avons vu tout à l'heure quand j'ai signalé que la concurrence intercapitaliste est réglée par des normes et des limites qui définissent ce qu'est le travail socialement nécessaire et qui relèvent de l'appropriation par le capital de l'espace social comme du système social des besoins, et en définitive de la lutte des classes dans ses effets les plus divers et les plus inattendus (décomposition et composition des classes, conclusion d'alliances et de compromis entre les classes, formation de blocs sociaux avec leurs armatures institution-

\* d'une part, de limiter tant les prélèvements opérés par le procès social de production au sein de l'écosphère que les rejets opérés par ce même procès au sein de cette même écosphère, autrement dit de limiter l'échelle de reproduction de ce procès, voire de lui fixer une ligne rouge infranchissable qui, une fois atteinte, implique que l'échelle du procès social de production demeure identique, autrement dit que la reproduction sociale devienne une reproduction simple;

\* d'autre part, et comme condition et conséquence du point précédent, de contrôler le procès social de production dans ses interactions avec l'écosphère, donc de contrôler la croissance et le développement des forces productives au niveau de la société dans son ensemble.

### De l'impossibilité d'un «capitalisme vert»

Ce sont ces conditions de la solution de la crise écologique que le capitalisme (le procès global de reproduction du capital) n'est pas parvenu à remplir jusqu'à présent; et c'est pourquoi il n'a cessé d'aggraver cette crise. Mais cette incapacité est-elle conjoncturelle ou structurelle ? Tient-elle à un régime particulier de fonctionnement du capitalisme dont celui-ci pourrait sortir, moyennant toute une série de réformes structurelles profondes, pour satisfaire aux deux conditions précédentes ? Autrement dit, un capitalisme écologiquement réformé est-il possible et envisageable ? Ou, au contraire, l'incapacité à satisfaire aux deux conditions précédentes, dont le capitalisme a fait preuve jusqu'à présent, tient-elle à sa nature même, à son essence, autrement dit aux structures qui le constituent et dont il ne peut se libérer qu'en se reniant, qu'en se transformant en un mode de production différent ? Autrement dit, un «capitalisme vert», un régime de fonctionnement du procès global de reproduction du capital capable de satisfaire aux deux conditions précédentes de la solution de la crise écologique globale est-il structurellement impossible ? C'est le second terme de cette alternative qui me paraît devoir être retenu.

En premier lieu, ce rapport social de production qu'est le capital ne peut se reproduire qu'à une échelle progressive, il ne peut connaître de reproduction qu'élargie: en un mot, le capital doit nécessairement s'accumuler. Ce qui implique qu'une part plus ou moins importante de la plus-value, formée par l'exploitation de la force de travail et réalisée sur le marché, doit nécessairement servir à former un capital additionnel, à créer par conséquent des forces pro-

ductives (des moyens de production et des forces de travail) supplémentaires. Ce qui revient tout simplement à dire que le capitalisme est par essence *productiviste*: il produit à fin d'accumuler des moyens de production et des forces de travail supplémentaires, à fin d'élargir sans cesse l'échelle de la production.

La démonstration de cette proposition a déjà été apportée par Marx dans sa critique de l'économie politique, dont *Le Capital* constitue le point d'orgue. Les trois principaux arguments avancés par Marx sont les suivants.

Tout d'abord, le capital est essentiellement valeur en procès: il est de l'argent (forme autonomisée de la valeur) qui cherche et parvient non seulement à se conserver mais encore à s'accroître (à se valoriser) dans et par la production et la circulation de marchandises. L'argent ne devient capital, ne fonctionne comme capital, qu'à cette double condition qu'il parvienne à se conserver et à s'accroître par l'intermédiaire d'une production et d'une circulation marchande; et il ne demeure capital que pour autant qu'il poursuive incessamment ce procès, qu'il le répète indéfiniment. Dès lors cependant, une reproduction simple de ce procès, à échelle identique, serait contraire à sa propre nature: elle impliquerait en effet que l'intégralité de la plus-value ainsi formée et réalisée par le capital soit dépensée comme pur argent, comme simple revenu du capitaliste. Un capitaliste qui agirait de la sorte cesserait donc de fonctionner comme capitaliste dans l'usage de la plus-value pour ne plus assurer que la simple reproduction de son capital initial. Il se mettrait ainsi en contradiction avec lui-même en tant que capitaliste.

Au demeurant, un capitaliste opérerait-il pour un pareil comportement qu'il serait rapidement rappelé à l'ordre par ses confrères et concurrents. En effet - et réside ici le deuxième argument - la contrainte en faveur d'une reproduction élargie du capital (de son accumulation) opère aussi, d'autre part, par le biais de la concurrence capitaliste. En effet, un prix de marché étant donné, l'un des moyens pour tout capitaliste opérant dans ces conditions de marché de réaliser un profit supérieur au profit moyen et de s'assurer une échelle de circulation plus importante (de conquérir des «parts de marché» supplémentaires) est d'abaisser ses coûts de production. Ce qui ne peut se faire généralement que moyennant une révolution du procès de production (le développement de nouveaux procédés de production, la mise en œuvre de nouveaux moyens de travail, l'innovation dans l'organisation du travail, etc.), de manière à accroître la productivité du travail, et moyennant une accumulation supplémentaire de

capital. Si cette dernière est un résultat de la concurrence, elle en est aussi inversement un moyen: dans la mesure où l'accumulation du capital se traduit, au niveau des capitaux singuliers par leur concentration et leur centralisation, elle sert aussi d'arme dans «la guerre de tous contre tous» que se livrent les capitalistes... et plus encore dans les «ententes cordiales» qu'ils passent entre eux dès que la concurrence a généré des situations d'oligopole ou d'oligopsonne.

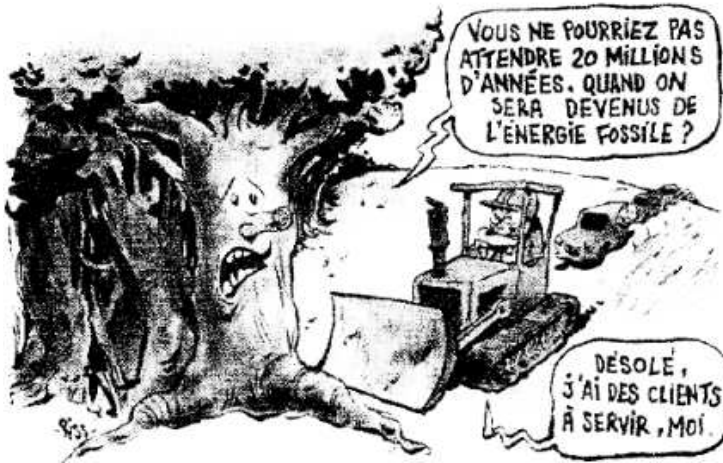
Enfin, au niveau du capital social, la même nécessité d'augmenter la productivité du travail, par conséquent d'accumuler du capital, non seulement extensivement (en étendant simplement l'échelle du capital existant, en répétant celui-ci dans sa composition technique et organique donnée à un moment) mais encore intensivement (en augmentant sa composition technique et organique), se fait sentir pour une dernière raison. C'est que, face à la résistance que les travailleurs salariés opposent à leur exploitation, face à leurs luttes pour réduire la durée et l'intensité de leur travail et pour renchérir la valeur de leur force de travail (augmenter leurs salaires réels par élargissement et enrichissement des normes de consommation),



l'accumulation est la seule arme dont dispose le capital. C'est par ce biais qu'il parvient à générer une plus-value relative ainsi qu'une surpopulation relative, nécessaire non seulement pour assurer la flexibilité de l'appareil de production mais aussi pour discipliner «l'armée industrielle active» en contraignant les travailleurs salariés à accepter leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération.

### «Capitalisme vert» : une contradiction dans les termes

En définitive, la subjectivité capitaliste, la concurrence intercapitaliste comme la lutte de classes entre capita-



listes et travailleurs salariés concourent à faire de l'accumulation du capital une nécessité et, par conséquent, à relancer sans cesse cette dernière, quel que soit le niveau qu'elle ait déjà atteint. Sous ce premier rapport déjà, le capitalisme est incompatible avec une solution de la crise écologique qui suppose, au contraire, de limiter l'échelle tout comme d'ailleurs le rythme du procès social de production.

En second lieu, au sein du capitalisme, le développement (quantitatif et qualitatif) des forces productives de la société, partant leur impact écologique, ne peut faire l'objet d'aucun contrôle social global, comme l'exigerait pourtant aussi la solution de la crise écologique. En effet, ce développement y prend nécessairement la forme d'un processus aveugle, irréflecti et involontaire, qui échappe au contrôle voire à la conscience de ceux-là mêmes qui en sont pourtant les agents et les acteurs, capitalistes aussi bien que travailleurs salariés. C'est qu'elle est la résultante d'une multiplicité de décisions (d'investissements et de désinvestissements, de déplacement des capitaux d'une branche de la division du travail à une autre ou d'un territoire à un autre) et d'innovations (dans les produits et les procédés productifs) effectuées indépendamment les unes des autres par les directions des différents capitaux singuliers.

Car, du fait de la propriété privée des moyens sociaux de production, le travail social (la mise en œuvre des forces productives de la société) se présente nécessairement sous la forme d'une multiplicité de travaux privés, indépendants les uns des autres, séparés les uns des autres, non coordonnés entre eux et bien souvent directement rivaux; et, dans ces conditions, la socialisation des travaux privés ne peut s'effectuer que sous la forme de la mise en concurrence de leurs produits sur et par le marché: c'est lui seul qui 'dira' si et dans quelle mesure ces travaux privés possèdent une validité sociale. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui font que, constamment, certains de ces travaux

(partant les entreprises qui les réunissent et les travailleurs qui le fournissent) se trouvent invalidés par le marché (leurs produits ne s'y vendent pas, les entreprises doivent licencier ou font même faillite); et que, périodiquement, se produisent, soit à l'échelle d'une

branche de production soit à celle du procès social de production (de l'économie) dans son ensemble, des crises de surproduction: trop de capital a été engagé, autrement dit trop de forces productives ont été mises en œuvre relativement aux besoins solvables, tels qu'ils sont déterminés par les rapports capitalistes de répartition de la valeur formée entre capital et travail.

Un contrôle global (au niveau de la société dans son ensemble) du développement des forces productives, pour en limiter l'impact écologique à ce qui est soutenable par l'écosphère - tant quant au renouvellement des ressources qu'offre cette dernière que quant à sa capacité de recycler les déchets du procès social de production - supposerait que les différents travaux effectués dans les multiples unités de production dont se compose l'appareil social de production fassent l'objet d'une socialisation à priori (avant engagement des forces productives) et non pas d'une socialisation à posteriori (une fois ces forces productives engagées et mises en œuvre) sous forme et par l'intermédiaire du marché. En un mot, cela supposerait de substituer à ce dernier une planification du développement des forces productives tout à fait incompatible avec la propriété privée des moyens sociaux de production.

On constate donc que le capitalisme est structurellement incapable de satisfaire aux deux conditions fondamentales d'une solution globale de la crise écologique; et que, en ce sens, un «capitalisme vert» est une contradiction dans les termes. Aux arguments précédents, on pourrait d'ailleurs en ajouter d'autres qui, pour être de moindre importance, n'en sont pas négligeables pour autant. Par exemple, l'accumulation du capital s'accompagne nécessairement de sa concentration et de sa centralisation, qui induisent une concentration et centralisation spatiale des activités et des populations (c'est la racine du phénomène d'urbanisation de la société); alors qu'un développement écologiquement soutenable exige au contraire la déconcentra-

tion et la décentralisation des activités productives et des activités humaines en général.

Mais qu'un «capitalisme vert» soit impossible ne signifie pas qu'il ne faille pas lutter, d'ores et déjà, au sein du capitalisme, pour obtenir qu'il ne se réforme écologiquement, pour y injecter la dose maximale de «verdure». D'une part, de pareilles luttes sont nécessaires pour limiter l'échelle et ralentir le rythme de développement de la crise écologique qui menace dès aujourd'hui les conditions de vie (et quelquefois de survie) de populations de plus en plus nombreuses, notamment parmi les plus déshéritées de la périphérie mondiale. Tandis que d'autre part, ces luttes doivent précisément avoir pour fonction et objectif d'exacerber la contradiction entre les exigences d'une solution globale de la crise écologique et les formes et finalités que le rapport capitaliste de production impose au procès social de production, de manière à créer les conditions tant objectives que subjectives d'un autre mode de production.

**Alain Bihr**

1) [http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/html/doc\\_dd/rapport\\_brundtand.htm](http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/html/doc_dd/rapport_brundtand.htm)

2) *Le Capital*, Livre I, chapitre XVI, Editions Sociales, Paris, 1948, tome II, page 184.

3) *Théories sur la plus-value*, Editions Sociales, Paris, 1974, tome 1, page 167.

4) Cf. notamment l'article "Les agrocarburants, la nouvelle panacée capitaliste", *Carré Rouge-La Brèche*, n°1, Paris-Lausanne, décembre 2007-février 2008, pages 54-72, dont je reprends ici l'essentiel des conclusions.

5) *Cependant, si le fonctionnement des centrales nucléaires ne génèrent par elle-même aucun gaz à effet de serre, on ne peut en dire autant de leur production qui fait notamment appel à l'une des industries les plus polluantes, la cimenterie.*

6) Cf. <http://environnement.blogs.libération.fr/noualhat/2008/11/le-gaz-effet-de.html> et [http://www.notre-planete.info/actualites/actu\\_1801.php](http://www.notre-planete.info/actualites/actu_1801.php)

7) *Pour une démonstration méthodique de cette proposition, cf. La reproduction du capital*, Editions Page deux, Lausanne, 2001.

8) *L'une des propriétés essentielles de tout système, qu'il soit naturel ou social, qui en assure (entre autres) le caractère systémique, est son homéostasie, sa capacité à maintenir son ordre propre, en dépit des perturbations d'origine interne ou externe qu'il peut subir. Evidemment, cette capacité n'est jamais illimitée; prise en défaut, selon la nature et l'importance des perturbations suivies, une homéostasie défaillante conduit selon le cas le système à des transformations profondes qui en altèrent la nature ou à sa disparition (sa dislocation) pure et simple.*

# Eléments d'histoire de la Gauche en France (4)

## Le «civilisationisme» de la Gauche expansionniste et colonialiste

Lors de l'instauration de la 3<sup>ème</sup> République, après l'écrasement de la Commune, la bourgeoisie, face à l'Allemagne unifiée de Bismarck, est confrontée à un véritable défi. Affaiblie par la défaite de Napoléon III à Sedan, privée de l'Alsace Lorraine, elle se doit d'assurer le développement économique et industriel de la France du capital face aux concours d'autres nations européennes concurrentes. Comment assurer la «revanche», préparer la reconquête des provinces perdues, devancer l'ennemi prussien. Ces questionnements vont enflammer les débats parlementaires. Le Clemenceau de l'époque va s'opposer à Jules Ferry. Ces deux personnages sont représentatifs des joutes qui confrontent ceux qui refusent de verser le sang français dans les colonies en vue de le préserver pour la revanche à ceux qui, s'appuyant sur l'exemple britannique, prétendent qu'il convient d'abord de construire «la plus grande France» pour s'assurer de récupérer l'Alsace et la Lorraine. Toutefois, ces deux fractions du personnel politique de la bourgeoisie sont d'accord sur un point essentiel: le développement industriel doit s'assurer sans heurts et, pour ce faire, les éléments perturbateurs, indésirables doivent être exilés en terres lointaines. A l'exemple de Louise Michel, ils seront déportés en Algérie, en Nouvelle Calédonie...

L'entreprise coloniale expansionniste est lancée, les partisans de la revanche attendront. Avec Jaurès à leur tête, les socialistes vont se rallier à l'engouement civilisateur en invoquant l'humanisme dont ils seraient porteurs avant, bien plus tard et pour des raisons analogues, de faire valoir le droit d'ingérence. Pour fixer des repères illustratifs à la dérive colonialiste et/ou impériale de la Gauche, il y a lieu de distinguer la période d'avant 1945, de celle qui lui succède. Auparavant la démystification de la figure de Jaurès s'avère utile comme pour souligner que dans l'histoire du mouvement ouvrier rien n'est joué d'avance en matière de lutte d'idées.

### Jaurès ou le social-impérialisme

Bien que les Versaillais semblaient avoir brisé pour longtemps les tentatives d'organisation autonome de la classe ouvrière après l'écrasement de la Commune de Paris, une dizaine d'années lui suffirent pour qu'elle resurgisse tout en restant d'abord extrêmement divisée sur ce qu'il était possible d'entreprendre. Entre les Possibilistes, partisans d'un socialisme municipal qui s'étendrait progressivement, et les Allemanistes prônant non seulement la fédération des communes, l'indépendance syndicale mais également la grève générale insurrectionnelle, le désaccord est total. Tout comme il l'est d'une part entre les Vaillantistes se revendiquant de Marx et de Blanqui, acquis à la tradition «putschiste» des barricades sur le modèle des journées de 1830, 1848, voire de la Commune et, d'autre part, les Guesdistes qui, plus dogmatiques, entendent gagner en influence par une plus lente implantation politique et syndicale. Tous ces partis<sup>1</sup> à l'implantation limitée, refusent les aventures coloniales pour deux raisons: par pacifisme surtout mais pour rester fidèles par ailleurs au principe selon lequel «un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre». Avec la fusion de ces différents groupes au sein de la SFIO et, sous l'influence notable de la Fédération des socialistes indépendants conduite par Jaurès, la donne va progressivement basculer. Le poids des parlementaires «socialisants» de ladite Fédération n'est pas anodin.

Le Congrès constitutif de la SFIO, en 1903, procède donc à l'unification des différents courants, il se proclame Parti de lutte de classes, affirme ses refus: non aux crédits de guerre et aux conquêtes coloniales, non à la participation à un gouvernement bourgeois. Mais, dès 1908, au 2<sup>ème</sup> Congrès, les «socialistes indépendants» font sentir leur influence. La SFIO se présente comme un parti réformateur par voie électorale ce qui ne manque pas d'accroître les tensions avec les anarcho-syndicalistes présents et majoritaires dans le mouvement syndical.

Jaurès, quant à lui, connaît une évolution singulière représentative en fait du peu d'indépendance des parlementaristes socialistes vis-à-vis des visées expansionnistes de la classe dominante. Pro-colonial en 1885, estimant avec nombre de ses contemporains qu'il faut civiliser «les peuples enfants», il vote les crédits de guerre pour le Tonkin. En 1889, devenu «socialiste», il provoque un beau tollé à l'Assemblée Nationale en demandant que la citoyenneté soit accordée à tous les Arabes d'Algérie. Cette voix iconoclaste dans le

marigot politicien reste colonialiste car comme elle l'affirme «il ne faut pas dépouiller la France». Au Congrès constitutif de la SFIO, fidèle gardien des dites dépouilles, il se prononce pour une «politique coloniale humaine et cohérente» car «la France a le droit d'avoir des débouchés lointains» pour «permettre une hausse des salaires» dans la métropole. Cette position social-impérialiste préfigurant clivages, évolutions et retournements, avant, comme après 1945.

### De 1905 à 1945. Au sein d'un colonialisme dominant la brève période anticolonialiste

A l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle, le sort des colonisés préoccupe peu. L'humanisme, tout en réprochant les excès, cautionne l'expansion coloniale. Certes, la Ligue des Droits de l'Homme dénonce crimes et illégalités au Congo belge (recours au travail forcé) ainsi que les massacres au Maroc (1908). Mais il est inenvisageable de revendiquer les mêmes droits pour les indigènes, ceux-ci sont réservés à l'homme blanc. Dans ces avancées les plus osées, tout juste convient-il de réclamer de l'Empire paternel qu'il «aide les colonisés à se gouverner eux-mêmes», pour l'avenir. Quant aux socialistes, ils se doivent d'entretenir leur capital électoral parmi les colons qui se caractérisent par leurs comportements racistes à quelques exceptions près. Tout juste conviennent-ils avec d'autres civilisateurs qu'un droit d'accès à la citoyenneté française doit être accordé aux indigènes les plus méritants, «comme récompense pour service rendu à la nation» pour autant qu'ils sachent lire et écrire. Etrange continuité de l'Histoire où l'on retrouve aujourd'hui, sans papiers, sans droits, à qui, pour les en munir, l'on fait passer des tests du «bien parler».

La guerre 14-18, comme un coup de tonnerre, va mettre à rude épreuve les belles âmes humanistes. Les travailleurs coloniaux enrôlés dans l'industrie de guerre, d'autres indigènes en première ligne servant de chair à canon, ne sont plus des réalités lointaines, les exactions se déroulent sur le sol de France. Les illusions sur la supériorité des blancs de France s'effondrent. La Révolution bolchevique de 1917 et l'appel à la libération des peuples coloniaux vont perturber la Gauche bien pensante. Parmi les 21 conditions pour rejoindre les rangs du communisme lors du Congrès de Tours (1920), figure le soutien aux luttes de libération nationale. Les pro-coloniaux sont exclus. En 1924, contre la guerre du Rif, en soutien à l'insurrection menée par Abd El Krim, le jeune Parti com-



muniste mène dans tout le pays une agitation politique exemplaire et appelle à la grève générale qui sera une demi-réussite. La défaite d'Abd El Krim (1926) sonne le glas de cette brève période flamboyante des communistes. D'ailleurs, la bourgeoisie se déchaîne contre eux: leurs pressions, leur refus de voter les crédits de guerre, leur condamnation des socialistes sont intolérables. On les accuse d'être des «*anti-patriotes*», «*les communistes voilà l'ennemi*». Quant à la Gauche socialiste, elle prêche «*l'humanité coloniale*», prône «*l'émancipation graduelle*», dénonce les abus pour «*alléger les souffrances*» et «*adoucir la misère*».

Dès 1936, le **PCF opère un revirement** qui ne se démentira pas. Le stalinisme l'a emporté, les ambiguïtés de l'antifascisme justifient bien des contorsions. Thorez en appelle à une «*colonisation altruiste*» de Gauche, affirme que le «*droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer*» car, assurément, la mariée est trop belle pour la République. Mise à part l'amnistie accordée aux prisonniers politiques vietnamiens qui pourrissaient dans les bagnes coloniaux, la **politique du Front Populaire n'a aucun effet** sur les Indigènes. Ils demeurent sujets de l'Empire. En octobre 1936, des grèves au Vietnam et en Tunisie sont durement réprimées, tout comme celles qui, toujours en Tunisie, un peu plus tard se concluent par une répression sanglante et l'arrestation des dirigeants du Neo-Destour. En terre indigène, le droit français ne vaut que pour l'homme blanc, aucune liberté syndicale n'est reconnue, le droit du travail est inexistant. L'impérialisme humanitaire n'est que le masque souriant de la barbarie qui s'y dissimule.

## De 1945 à aujourd'hui, quelques repères significatifs

L'oppression nazie à peine vaincue, le personnel politique tout juste recomposé au sein duquel se sont glissés des ministres communistes staliniens, s'opère, dans le sang des victimes, la reconquête de l'Empire ébranlé. Et ce sont les massacres de masse face aux revendications indépendantistes et le soutien sans réserve aux colons, à Sétif et à Guelma (Algérie), à Madagascar (1945), à Hanoï (1946). Si le socialiste Ramadier ne voit, dans ces actes de répression sanglante que des «*incidents*», les Staliniens à l'image de leur maître y dénoncent un complot imaginaire où s'exercerait «*a main (invisible) des hitlériens et des vichystes coloniaux*». De toute façon, pour eux, il ne saurait être question de «*livrer l'Empire français à l'impérialisme américain*» car la guerre froide commence. Cette fable resservira contre Nasser lors de l'intervention franco-anglaise face à la nationalisation de Suez, qui tournera au fiasco. Quant aux justifications de la SFIO, elles remettent en musique les «valeurs» de

l'impérialisme humanitaire: face à l'imaturité sociale et politique des colonies, la souveraineté française serait un moindre mal car, c'est bien sûr, on ne saurait livrer les colonisés aux féodaux. Il en va de la grandeur de la France. Ces belles âmes de la 4<sup>ème</sup> République dominée dans les gouvernements qui se succèdent, dominée par les socialistes et radicaux de gauche, mèneront une guerre impitoyable aux mouvements de libération nationale qui secouent l'Empire. Au Vietnam, après la défaite de Diên Biên Phu (1954), ils passeront le relais au Vietnam à l'impérialisme américain tout en s'acharnant à vouloir gagner la «*pacification*» en Algérie. Cette guerre, qui n'osait dire son nom, fut pour l'essentiel l'apanage de la Gauche. En 1956, Guy Mollet obtient les pouvoirs spéciaux, le PCF ne rechantant pas sur son soutien. De 54 000 hommes, l'armée d'occupation et de répression passera progressivement à 350 000 hommes du contingent. Cette Gauche colonialiste dans les discours prétend avoir une âme mais dans la pratique n'a pas d'état d'âme pour laisser se développer la torture et les «*corvées de bois*», terme pudique (!) pour les exécutions. Toutefois, la force du mouvement nationaliste va faire mûrir progressivement les esprits, en dehors de la Gauche. De *Témoignage Chrétien*, des revues *Esprit*, *les Temps Modernes*, des protestations de Jean Paul Sartre, de François Mauriac et, bien sûr, des rangs clairsemés des trotskystes et des anarchistes vont naître une résistance anticolonialiste. Et se constituer les réseaux des «*porteurs de valises*» organisés par Jeanson et Henri Curriel. Leur agitation va gagner des franges du mouvement étudiant et provoque tardivement une scission au sein de la SFIO, donnant naissance au PSA (1958) devenu PSU en 1960. La Gauche de gouvernement, cette «*putain respectueuse*» de l'ordre établi, pour s'opposer à ces trublions, constitue un comité pour l'Algérie française. On trouve, à sa tête, Lacoste, Max Lejeune et Albert Bayet de la Ligue des Droits de l'Homme (!). Quant aux communistes, même après le «*coup d'Etat*» de De Gaulle, ils en appellent à la paix, à la négociation mais ... sans le FLN. En responsables patentés, ils condamnent les «*aventuristes qui prônent l'insoumission et la désertion*».

La décolonisation a désormais réduit l'Empire à l'état de confettis mais les réflexes néo et postcoloniaux demeurent dans la France-Afrique comme dans les DOM-TOM. Le programme commun a certes affirmé que ces territoires et départements devaient posséder un statut d'autonomie pour mieux étouffer toute velléité d'indépendance-association avec d'autres pays plus proches. La suprématie des colons et des békés se devait d'être maintenue. En 1985, le leader indépendantiste Eloi Machoro est assassiné dans la grotte d'Ouvéa et le référen-

dum promis par Rocard dans les 10 ans attend toujours. Il vient d'être renvoyé à 2014 ou 2018 (?). L'Histoire continue pour la Gauche, rien ne doit véritablement changer jusqu'aux prochaines explosions sociales et identitaires, et ce, malgré la déclaration de l'ONU de 1986 indiquant que la Nouvelle Calédonie et la Guyane sont des territoires à décoloniser.

L'oppression postcoloniale dans les confettis de l'Empire républicain demeure comme viennent de le confirmer les mobilisations sociales et identitaires en Guadeloupe, à la Réunion et en Martinique. La crise que nous traversons ébranlera les rapports sociaux de domination dans ces pays tout comme ceux qui en Afrique vivent des situations néocoloniales. Après les logorrhées sur l'entreprise éthique, le capitalisme moralisé, verra-t-on, pour mieux masquer la barbarie à venir, les régions exotiques et éthiques ? Les valeurs de la Gauche morale ont encore de l'avenir devant elles ... A moins que se lève une nouvelle militance intransigeante sur les principes internationalistes. Pour l'heure, le scepticisme l'emporte.

**Gérard Deneux**

(à suivre)

### Pour en savoir plus

«*Histoire des Gauches en France*» tomes 1 et 2. JJ Becker et G. Candar. Ed la découverte.

«*La République impériale*» Olivier Le Cour Grandmaison – éd. Fayard.

«*Coloniser. Exterminer. La guerre et l'Etat colonial*» Olivier Le Cour Grandmaison – Fayard.

«*Le livre noir du colonialisme*» direction Marc Ferro – éd Robert Laffont.

«*L'ère des Empires – 1875-1914*» Eric Hobsbawm – éd. Hachette Pluriel.

«*La République du mépris*» Pierre Tévanian – éd. La découverte.

«*Massacres coloniaux – 1944-1950*» Yves Bénot – éd. La Découverte.

(1) *Paul Brousse - leader des Possibilistes regroupés dans la Fédération des travailleurs socialistes (1882).*

*Jean Allemane - ancien Communard - en 1890 fonde, par scission, avec les Allemanistes le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.*

*1881 - Paul Vaillant, marxiste, fonde le Comité central révolutionnaire qui deviendra l'Alliance communiste (1896) puis le Parti Socialiste Révolutionnaire (1898).*

*1893 : Jules Guesde, marxiste dogmatique, fonde avec Lafarge, le Parti Ouvrier de France, il finira par rejoindre l'Union sacrée à la veille de la 1ère guerre mondiale.*

(2) *Le mot est de Jean Paul Sartre.*

# La filière automobile: de la fin du rêve au début du cauchemar ...

Le petit déjeuner, accommodé de son rituel radiophonique, tend de plus en plus souvent à virer au cauchemar. «*Au secours, l'automobile va mal !*» Des sous-traitants à l'agonie, des constructeurs haletants, des gouvernements inquiets et des salariés « remerciés » constituent l'horizon ordinaire du citoyen auditeur matutinal. Quand nous étions gamins, un vieil adage populaire affirmait que «*quand le bâtiment va, tout va*». En ces temps de crise, c'est un nouveau précepte qui semble pointer le bout de son nez : «*quand la bagnole grince, c'est toute l'économie qui couine !*».

Le directeur du design de Renault pérerait dernièrement sur les ondes et déclarait tout de go: «*l'automobile est un objet mythique*». Le sortir de ce statut et le ramener uniquement à sa valeur d'usage marquerait la fin d'une époque et constituerait une erreur stratégique aux « conséquences désastreuses ». Ne me demandez pas sur quelle station j'ai entendu le propos, les oiseaux de mauvaise augure nichant sur tous les émetteurs, je me vois contraint de changer sans cesse de fréquence pour ne pas me suicider, accablé par les perspectives noires et pestilentielles qui encombrant l'atmosphère économique du moment (sans trop me fourvoyer, je puis affirmer qu'il pouvait s'agir de *France Inter* ou *Culture*). Ce brave garçon, cadre « responsable » a dû se trouver fort pertinent dans son bavardage radiophonique. En tout cas, il peut se vanter d'avoir éveillé une certaine curiosité chez votre serviteur. Ses déclarations ne manquaient pas de synthétiser parfaitement l'idéologie « fétichiste » gravitant autour de ce qui reste avant tout un moyen de locomotion et aurait dû n'en rester qu'à ce statut strictement utilitaire.

Commençons par défoncer une porte ouverte et doctement, lançons nous dans les déclarations tonitruantes: «*la voiture est un objet de différenciation, porteur de modes et de phantasmes*». Convenons-en, cela fait un bien fou, ne trouvez vous pas ? Mais, en y regardant de plus près, on constate que la porte n'était pas aussi ouverte que cela et en s'approchant encore un peu, on soupçonne même qu'elle ait été bouclée à double tour. En effet, reprenez le propos dans le théâtre d'un repas familial avec beaux-frères et autres parents proches et vous aurez tôt fait de ne pas faire l'unanimité autour de vous. Suivant l'avancement de la consommation éthylique de

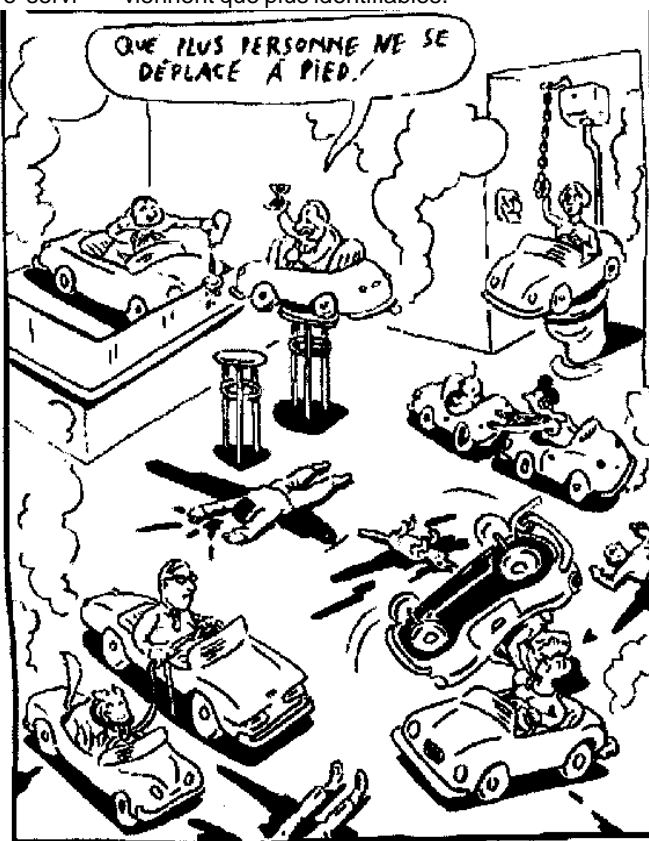
la collectivité, dans le cas où vous viendrait à l'idée de balancer votre phrase assassine au moment du digestif, prenez garde à la séance de lapidation sur pelouse qui pourrait en découler et dont vous pourriez faire les frais. La bagnole est un **marqueur social**, symbole d'appartenance à la tribu de «*ceux qui peuvent encore*» s'en rendre propriétaire. Elle constitue une sorte d'identifiant qui permet de se situer socialement. «*Dis moi dans quoi tu roules, je te dirai qui tu es*». C'est souvent un indicateur de vos capacités économiques et même si elles sont modestes, «*rouler carrosse*» peut vous permettre de mystifier l'entourage. Le cadre qui s'exprimait l'autre matin, n'était donc pas si hors sujet que cela. De plus, on comprend mieux les enjeux du moment. Les inquiétudes que nourrissent les hautes sphères politiques quant à la santé précaire du secteur, n'en deviennent que plus identifiables.

## Sarko, les chiffres et la «nécessité» de renflouer les constructeurs

Sarkozy le disait encore dernièrement : «*près d'un salarié sur dix l'est dans le secteur automobile*». Commençons par remettre les pendules à l'heure. Sarko est le spécialiste de l'amalgame et comme d'habitude son anxiété chronique a dû lui faire dire des âneries, à moins qu'il n'ait cherché à nous la communiquer.

Au premier mars 2009, d'après l'INSEE, les constructeurs employaient 169 700 personnes et leurs sous-traitants 82 700. Ce n'est pas rien, mais rétablissons la réalité. Posons nous plutôt la question de savoir pourquoi les effectifs « directs » du secteur ont été surestimés. Une hypothèse pourrait consister à dire que cette opération permettait de

faire passer plus facilement dans l'opinion, l'urgence du coup de pouce financier d'un montant de 6 Milliards d'Euros, octroyés à Peugeot et Renault. Déjà abasourdi par le renflouage des banques, sans cette « petite » manipulation quantitative, le citoyen-contribuable aurait pu se montrer rétif à avaler une nouvelle couleuvre. L'urgence du moment justifiait sans doute l'addition aux emplois directs, des emplois indirects dont le contingent œuvre dans la réparation, la commercialisation, l'assurance des véhicules. Un sur dix, cela fait sérieux et cela ne manque pas d'allure ! Au passage, le quidam prenait conscience de la criticité des enjeux et ne manquerait pas d'éprouver une certaine crainte qui le rendrait plus réceptif aux incantations de Fillon quant à la nécessité de la constitution d'un pôle d'union sacrée, histoire de tenir la dragée haute à la crise. Comme disait Serge Halimi, «*l'opinion, ça se travaille*». Nous ajouterons: «*en toutes circonstances*».



## La mythologie de la performance du secteur automobile

Allons-y gaiement et entrons dans le vif du sujet. En 4 générations, la VW Golf a grossi de 350 kg. En passant de la 206 à la 207, Peugeot a fait gonfler sa petite berline de 150 kg, alors qu'il s'agissait de remplacer un modèle au sein de la gamme. Or qui dit augmentation de poids, dit consommation et pollution en croissance. Il en va des objets comme des hommes. Notre société moderne tend à fabriquer des personnes obèses, ce schéma est décliné aux voitures. A cela s'ajoutent les phénomènes d'occupation au sol des véhicules. Les ingénieurs appellent cela «la surface projetée au sol». Pour reprendre l'exemple de la VW Golf, en 1974, le premier modèle occupait 13,5 m<sup>2</sup> et aujourd'hui, nous en sommes à 15,7 m<sup>2</sup>, soit une augmentation de 16,3%. On comprend mieux l'accroissement des besoins en terme de stationnement dans nos agglomérations. En ce qui concerne le poids, dans la même période, toujours pour le modèle phare de VW, nous sommes passés de 700 à 980 kg (poids à vide), soit, plus 40%.

Comme on le voit ici, le bla-bla initiant le concept de voiture propre a fait long feu. Du même coup, le discours usuel encore hier, qui tentait d'instituer le marché comme unique régulateur indépassable et empreint d'une pertinence novatrice inépuisable aussi bien en terme de maîtrise des contraintes environnementales que d'utilisation des ressources, vole en éclat et est bon pour le croyeur.

Continuons à nous enivrer. La consommation moyenne d'un véhicule en circulation est passée de 8,2 litres/100 km à 6,8 (moins 20 %) et ce, entre 1980 et 2006. Les émissions de CO<sup>2</sup> (au sein de l'UE) ont baissé de 12% de 1995 à 2006. Formidable, me direz vous ! Certes, mais ne nous réjouissons pas de manière prématurée. Vous verrez un peu plus loin qu'il n'y a pas de quoi pâvoiser. Notons qu'en ce qui concerne la diminution des émissions de dioxyde de carbone, les exigences de Bruxelles n'ont pas manqué de provoquer le courroux des manufacturiers. Comme quoi, la protection de l'environnement, les constructeurs adorent... quand cela ne les oblige pas à trop innover.

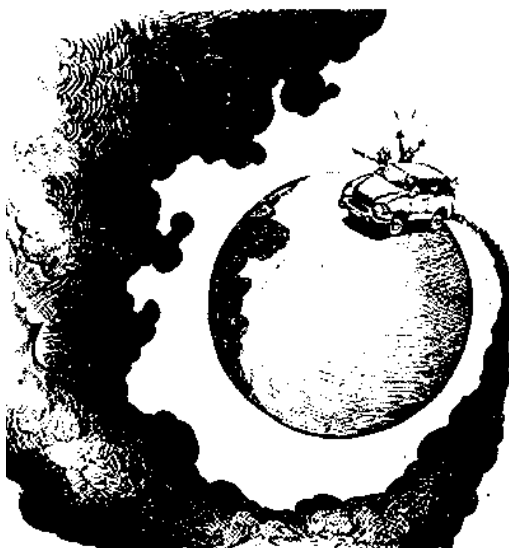
### Croissance et automobile: tous aux abris !

Projetons notre regard sur d'autres indicateurs et vous allez facilement comprendre où nous souhaitons vous conduire.

Au cours des deux dernières décennies, le PIB mondial a crû de 50%. Dans

la même période, les transports de marchandises par route de 170%. 75% des marchandises mondiales sont transportées par voies routières. Comme dirait Sarko, l'essentiel c'est le mouvement et la cinétique. Bougeons, agitions-nous, nous donnerons l'impression de faire quelque chose ...

En 2000, le nombre de véhicules en circulation dans le monde était de 700 millions. A l'horizon 2010, ce chiffre passera à 1 Milliard. Vers 2020, en projetant notre prévision sur un schéma de croissance annuelle mondiale de 7%, le cap des 2 Milliards sera atteint. Notre cynisme coutumier nous fera nous réjouir de la pondération que pourrait introduire la crise, facteur qui permettra de limiter cette augmentation tragique. La mise en bouche continue ...



En nous reportant aux chiffres de diminution de consommation unitaire et d'émission de CO<sup>2</sup> des véhicules, les résultats qu'on pouvait juger encourageants montrent ici leurs limites. Conjugués à la croissance des effectifs, ils sont même insignifiants, tant au niveau des besoins pétroliers à venir qu'en ce qui concerne la production de gaz à effet de serre. A titre indicatif, les transports sont déjà responsables de 27% des émissions. Pour parachever notre tour d'horizon, enregistrons le fait qu'entre 1973 et 2004, le parc automobile français est passé de 14,3 à 29,9 millions de véhicules, alors que la population ne s'est accrue que de 14%. L'inventaire étant fait, passons au brassage des données. Comme nous allons le voir, les surprises sont au menu.

En ce qui concerne le besoin en pétrole, nous pouvons examiner le cas précis de la France et faire un constat qui va se révéler assassin. En 1978, le kilométrage annuel parcouru par un véhicule était de 4736 km, qui, rapporté à une consommation moyenne aux 100 km de 8,92 litres, impliquait un besoin annuel de 422 litres de carburant. En 2008, ces données étaient de 6,8 l/100km, 13

500km parcourus annuellement (première surprise !), ce qui nous donne un besoin de 918 litres annuels par véhicule. Vous avez bien lu ! Quand nous vous disions que les progrès réalisés par les constructeurs étaient misérables, nous usions d'euphémisme. En effet, ce que l'on a oublié de nous signaler, c'est que l'organisation de notre belle société faite de mobilité et de «bouguisme» a eu pour premier effet de multiplier par 2,8 le nombre de kilomètres qu'une automobile parcourt en un an. Conjuignons cela à une multiplication du parc par deux, la sentence est sans appel ! Je n'ose vous proposer d'envisager les mêmes calculs pratiqués avec les données relatives au parc mondial et à ses perspectives de croissance. Sortez les masques à gaz et la crème solaire, ça va chauffer ! La civilisation automobile est un fléau, pour notre santé et la qualité de notre environnement. Décliner nos usages aux autres terriens sera l'entérement d'une asphyxie collective et certaine.

### Si l'ère automobile n'est pas cuite, c'est la bagnole qui nous cuira !

Assommés par les faits, tentons tout de même de retrouver nos esprits. Comme nous l'affirmons plus haut, appliquer nos schémas circulatoires des personnes et des flux marchands à l'humanité toute entière relève du suicide collectif. Pour l'instant, c'est pourtant ce que nous proposent les modèles économiques dominants.

Espérer appliquer à 6 Milliards d'individus nos usages logistiques conduit les plus pertinents d'entre nous à accepter la réhabilitation des processions religieuses visant à faire venir la pluie. «L'automobile toute puissante» est un mythe, une croyance infâme empreinte de l'obscurantisme le plus crasse. Pour notre salut, envisager une réorganisation de l'économie ne tient même plus de l'urgence. Le mot adéquat n'existe pas ! Hier encore je me désespérais de voir nos camarades au chômage technique ne pas occuper les usines et enfin accepter de se confronter à une évidence. Le problème n'est pas de savoir si les lignes de production vont pouvoir repartir comme avant, il est de savoir si cet outil de production est encore utile et s'il n'est pas déjà néfaste. Comment le reconverter, qu'en faire ? Ne laissons pas le capital en décider à notre place. Si nous lui laissons le temps de s'organiser, il nous le laissera sur les bras. Les fusions acquisitions du moment attestent du début des grandes manœuvres. Le constructeur moderne est devenu simple assembleur, ce n'est pas pour rien. Son outil principal, ce sont ses fournisseurs. Des

équipementiers, il y en a dans le monde entier. Les lignes d'assemblage sont devenues multi-produits et relativement polyvalentes. Elles sont de fait parfaitement duplicables ailleurs, car elles intègrent de moins en moins de processus spécifiques à chaque modèle.

Qui plus est, ne soyons pas dupes. A ce jour, le tiers monde d'hier est pour une partie converti à l'émergence économique et se dote d'outils de production qui auront tôt fait de ratiboiser les derniers survivants occidentaux à la crise actuelle. Que de rires il y a vingt ans lorsque vous vous hasardiez à déclarer que vous possédiez une voiture coréenne. Qu'en est-il aujourd'hui ? Il ne viendrait à personne l'idée de vous moquer si vous affirmiez la même chose. Des automobiles, le monde entier sait en concevoir et en produire.

## Le second motif à notre action: le bradage de notre force de travail

Je vous propose de balayer quelques perspectives «encourageantes» évoquées lors des Etats Généraux de l'Automobile en janvier dernier. En 2009, les constructeurs d'automobiles sont en surcapacité de production. Entre 4 et 5 millions de voitures en trop en Europe. En clair, les usines sont trop nombreuses pour répondre à une demande de plus en plus faible (ndlr: les volumes insuffisants de ce satané marché de renouvellement...). Christian Streiff (ex Peugeot) insistait sur la nécessité de re-dimensionner les usines, car les faire fonctionner à seulement 75% de leurs capacités devient trop coûteux. D'autres suppressions d'emplois en masse semblent incontournables. Selon Luc Chatel, dix sites de production devraient disparaître d'ici 10 ans en Europe de l'Ouest. Demandez le programme !

Le capital, au nom de cette crise, nous réserve une très mauvaise surprise, à savoir la délocalisation accélérée de la production ouest-européenne et américaine. Nos marchés sont devenus des marchés de renouvellement et ne sont plus des lieux d'équipement de première acquisition. Ils ne le redeviendront peut-être que dans le cadre d'une migration technologique massive et urgente, relative à la propulsion (électrification de la motorisation). Ils sont donc confinés au rang d'espaces restrictifs en terme de volumes de production, contraignants en terme d'exigences salariales (quoique...), environnementales et législatives quant à la pollution des véhicules assemblés. A titre de riposte, la réponse la plus inadéquate serait de se confiner au protectionnisme et d'espérer que nous pourrions en tirer profit. C'est d'ailleurs sur ce terrain que comptent nous emmener les «politi-

ques». A ce stade se posera d'ailleurs une contradiction entre pouvoirs économiques et politiques. Le capitalisme transnational aura tôt fait de définir ses priorités et ce ne sont pas quelques gesticulations sarkoziennes qui feront le poids. Mettrions-nous la tête de tel ou tel animal de l'appareil représentatif au bout d'un pic que cela n'y changerait rien. Le mal serait fait et c'est maintenant que tout se joue.

L'automobile nous a nourris, elle va nous faire crever si nous continuons à lui octroyer son rôle «quasi sacré» ou si nous pensons une fois de plus passer au travers des gouttes. Les derniers accords signés par les syndicats américains de l'automobile exposent clairement la situation et attestent du cynisme ambiant. Obama a planté le décor et conditionné le sauvetage des constructeurs à plusieurs clauses indignes ! Une de celles-ci consistait à l'engagement de la part des travailleurs de GM à ne pas faire grève jusqu'en 2015 ! Un véritable jeu de dupes ! En clair, «nous vous sauvons, mais vous vous couchez !». Passer au travers des gouttes disions-nous ?



Nos camarades d'Asie ou d'ailleurs ne sont pour rien à la situation et nous n'avons aucune rivalité à nourrir à leur encontre. Notre responsabilité est ailleurs et nous échoie. Ne pas réagir et rester passifs va nous condamner au statut de victimes hébétées, laissées sur le carreau.

Les défis que nous avons à relever sont parfaitement déterminés. Réorganiser l'économie et rompre avec la «nécessité automobile». Nous insurger contre ce paradoxe français qui vise à programmer 3 000 km de constructions d'infrastructures routières et détruire annuel-

lement 600 km de voies ferrées, lutter pour exercer une activité à proximité de notre domicile, cesser de jeter sur les routes des camions, arrêter d'accepter «des offres d'emploi raisonnables» à une heure et demie de transport de notre domicile, enfin décider de nous battre pour «travailler au pays» comme disaient certains des nôtres.

Souvenons-nous de ce qui est arrivé à la sidérurgie à la fin des années 70. Des équipements et investissements flambant neufs qui semblaient attester de la pérennité de l'activité... détruits à coups de bulldozer. La canalisation de la Moselle finalisée en 1976 et inutile en 1979...

Ne nous fions qu'à notre intuition et surtout à notre histoire. Notre salut ne saurait venir d'autre chose que de notre finesse d'esprit à déjouer les traqueurs qui foisonnent ces temps derniers. Nous n'avons que trop conditionné notre prospérité à des croyances venues d'en haut. Cela doit être clair pour nous. Nous nous sauverons par nos initiatives ou nous serons broyés sur place en ayant attendu que nos exploiters nous sauvent.

L'enjeu n'est plus de savoir si nous allons pouvoir continuer à brader notre force de travail à des conditions à chaque fois plus désavantageuses, mais à mettre cette énergie au service de l'humanité de demain, affranchie des dogmes productivistes dont sont empreints l'ensemble des bavardages des chantres de la croissance. Le précipice est à nos pieds. Il ne s'agit pas pour nous de faire de l'alarmisme forcené, mais de poser clairement les enjeux. Certains d'entre nous disent qu'il est déjà trop tard. Je préfère affirmer que la situation mérite d'être prise à bras le corps de façon urgente, toutes affaires cessantes !

Nous n'avons qu'une seule alternative, nous retourner, 'affronter la bête' et cesser de fuir devant elle. Cela ne se fera pas sans larmes ni douleurs. De plus, la réussite de notre projet reste conditionnée à la convergence de nos luttes. Tant que certains des nôtres joueront la carte de la négociation, nous perdrons du temps ! Nous n'avons plus rien à négocier, nous allons nus. Ne laissons pas penser au Capital que nous serions susceptibles de marchander notre dignité en dernier recours.

Hervé COUPERNOT

Nous publions ici la 3<sup>ème</sup> partie d'une "Histoire des luttes antinucléaires en France" qui en comporte quatre. La dernière partie sera publiée dans notre prochain numéro. Il est possible de commander le texte complet (39 pages avec illustrations) pour 12 euros (port inclus) à l'adresse : Henry Chevallier "La Bertrande" 32400 FUSTEROUAU (Tél 05 62 09 08 25. Courriel: ende.doman@wanadoo.fr). Chèque à l'ordre de Ende DOMAN.

L'auteur, Henry Chevallier, est animateur de Sortir du Nucléaire 32 (collectif membre du "Réseau Sortir du Nucléaire", coordonnateur de l'ouvrage "Nucléaire ? Non merci !" (publié par Utovie/Silence, 1993).

# Histoire des luttes antinucléaires en France

## (3<sup>ème</sup> partie : 1986-1996)

En 1985 l'opposition en France au nucléaire se trouva au plus bas, conséquence principale de l'affaire du *Rainbow Warrior*. Il n'y eut pas de réponse militante à cet attentat criminel commis par l'Etat français. *Greenpeace France* eut son bureau dissous par *Greenpeace international* ; le *MDPL* (ex *MCAA*) était devenu fantomatique le *Réseau des Amis de la Terre* avait été décimé par le politicarisme d'un Brice Lalonde ; une *Coordination nationale antinucléaire* n'existait plus ; le parti écolo *Les Verts*, créé en 1984, était englué dans l'électorisme ; des organisations de protection de la nature se trouvaient « achetées » par le gouvernement PS...

### Tchernobyl (1986)

La prophétie des antinucléaires à savoir le risque de l'accident majeur, explosion d'un réacteur, se concrétisa tragiquement avec la catastrophe de Tchernobyl, en URSS, le 26 avril 1986.

Le réacteur n°4 de cette grosse centrale nucléaire, située près de Kiev (Ukraine), se trouva mal piloté dans le cadre d'un « exercice » simulant une baisse de puissance (!). Une excursion nucléaire engendra la fusion du combustible et un dégagement d'hydrogène. Une terrible explosion se produisit soulevant la dalle de béton coiffant le réacteur. Un nuage radioactif, poussé par les vents, atteignit la Scandinavie, puis balaie l'Europe moyenne et gagne la Suisse, le nord de l'Italie, la Corse, la France et la Grande Bretagne.

En France, le gouvernement est passé à droite, suite aux Législatives de mars 86. Mitterrand, refusant de démissionner, est resté Président de la République. Tous les ministres vont nier le danger des retombées nucléaires, alors que les autres pays européens touchés ont pris des mesures sanitaires (non commercialisation des produits agricoles frais, non récolte du foin...). Citons ces ministres, auteurs de mensonges ou de silences criminels : Jacques Chirac (premier ministre), Michèle Barzach (santé), Alain Carignon (environnement), François Guillaume (agriculture), Alain Madelin (industrie) et Charles Pasqua (intérieur). Autre désinformateur avec Michèle Barzach: le Prof. Pierre Pellerin directeur du *SCPRI*(1).

La catastrophe de Tchernobyl et sa « gestion » par les autorités françaises vont réveiller bon nombre de militants. A Paris une manifestation de 5000 personnes regroupe *les Verts* (voir ci-après), des gauchistes (surtout la *LCR*) et des anarchistes. Mille manifestants aussi à Toulouse. Des *CAN* se réactivent: Rassemblement de 15 000 manifestants à Cattenom. Le *CAN Golfech* renaît sous la forme d'une association à Agen: *VSDNG* (*Vivre sans le Danger Nucléaire de Golfech*) et d'une coordination régionale: *Stop Golfech*.

A Montélimar une biologiste, Michèle Rivasi, avec d'autres scientifiques, entreprend des relevés de radioactivité, contre-expertises face aux falsifications du *SCPRI*. Rivasi peut s'exprimer à la télé en septembre (émission de Michel Polac) pour annon-

cer la création d'un laboratoire indépendant: *la CRII-Rad*. En Normandie une association similaire voit le jour: *l'ACRO* (*Assoc. pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest*).

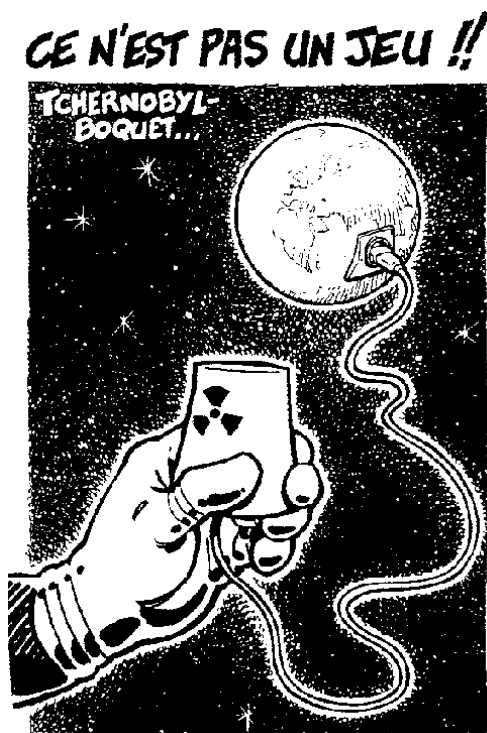
Des publications « underground » révèlent les conséquences de Tchernobyl, en particulier la contamination en France des sols, des plantes, du foin, du thym, du lait de brebis, de l'eau de réservoirs... (*le Cri du Rad*, publication de la *CRII-Rad*, *la Gazette nucléaire*, revue du *GSIEN*...)

Un médecin exerçant en Corse, le Dr Denis Fauconnier, constate une augmentation significative des thyroïdies en Haute Corse en 1986 et 1987. Dans les années suivantes études et ouvrages s'accumulent montrant l'ampleur des pathologies engendrées par la catastrophe - surtout en Ukraine et en Biélorussie -, révélations réfutant la désinformation perpétrée par des organismes nationaux (comme le *SCPRI* en France) et internationaux (*l'AIEA*, *Agence Internationale de l'Energie Atomique*, exerçant une pression sur *l'OMS*, *Organisation Mondiale de la Santé*).

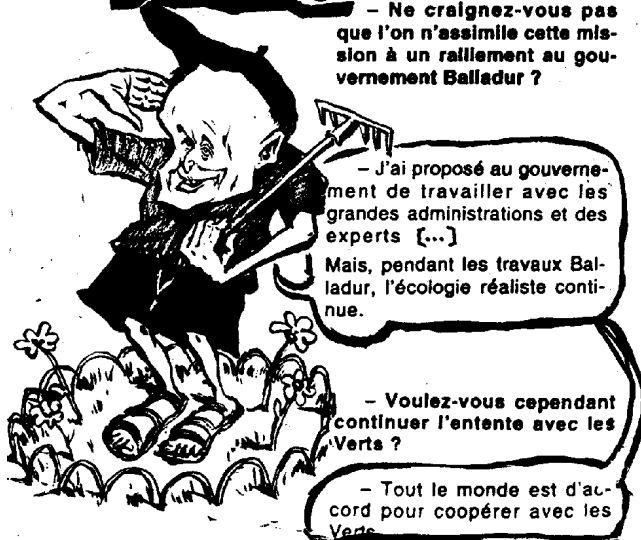
### Les Verts

L'émergence en Europe de partis écologistes s'intitulant « les Verts » (principalement en Allemagne *Die Grünen* qui ont obtenu 28 sièges au parlement en 1983) va inciter les écologistes plus ou moins électoralistes français à créer une structure similaire. Trois formations, après de laborieuses tractations, parviennent à s'unir pour créer, en janvier 1984, *Les Verts. Confédération écologiste - Parti écologiste*.

Les Verts rejoignent rapidement le réseau international *Les Verts Européens*. Trois élections sont aussitôt visées : les Européennes et les Régionales en 84, les Législatives en 86. Mais ce sera compter sans un nouveau maillage de Brice Lalonde, furieux de ne pas avoir été accueilli à bras ouverts chez les Verts, suite à sa position acceptant le nucléaire. Aux Européennes Lalonde crée, avec des caméléons politiques, une liste, *ERE* (*Entente Radicale Ecologiste*), qui empêchera les Verts de



# COLLABO:



- Ne craignez-vous pas que l'on n'assimile cette mission à un ralliement au gouvernement Balladur ?

- J'ai proposé au gouvernement de travailler avec les grandes administrations et des experts [...]

Mais, pendant les travaux Balladur, l'écologie réaliste continue.

- Voulez-vous cependant continuer l'entente avec les Verts ?

- Tout le monde est d'accord pour coopérer avec les Verts.

Extrait d'une interview de Lalonde au Figaro illustrée par Riss dans Charlie Hebdo du 26 mai 1993

franchir la barre des 5 %. Les Verts se consolent un peu avec quatre élus conseillers régionaux. Les Législatives seront un nouveau fiasco pour les Verts, échec qui ruinera certains candidats. (c'est beau le militantisme électoraliste !)

Qui composent les Verts ? Le parti est une sorte d'auberge espagnole rassemblant des anciens du PSU et autres sociaux-démocrates «ayant le cœur à gauche» (Didier Anger, Yves Cochet, Pierre Radanne, Etienne Tête...), des anciens maoïstes, quelques anciens du PCF (Jean Brière), enfin des écolos «weachteriens» sans idéologie marxiste. Cette dernière tendance deviendra majoritaire en 1986. Avec cette majorité, le parti s'intitule «indépendant», refusant toute alliance et tout désistement au profit d'une autre formation politique («l'Écologie n'est pas à marier !» répète Antoine Weachter). Cette position est tout à fait originale dans le paysage politique français (mis à part les anarchistes qui se proclament, eux aussi, ni de gauche, ni du centre, ni de droite).

Le parti les Verts porte pourtant en lui ses fragilités. Les sociaux-démocrates et les marxistes ne rêvent que d'obtenir la majorité pour amener le parti à rejoindre l'armada des organisations de gauche. L'opposition au nucléaire est un des principes des Verts, mais nombre d'entre eux n'en font pas une priorité. L'opposition à l'armement et à l'armée est surtout l'idéal de pacifistes non violents comme Solange Fernex. Beaucoup des Verts admettent, paradoxalement, la «nécessité d'une défense», mais qui serait européenne et non nationale et sans armes nucléaires ! Bref, le parti ne compte en ses rangs que très peu de véritables écologistes, c'est-à-

dire, si on se permet le pléonasme, de militants également radicalement antinucléaires, antimilitaristes, pacifistes et démocrates dans le sens d'une démocratie directe et autogestionnaire. Il ne faut alors pas s'étonner des positions frileuses et ambiguës que manifesteront les Verts vis-à-vis du nucléaire et du lobby militaro-industriel.

## Relance des luttes (1987-1988)

Tchernobyl n'est pas la seule cause de la relance des luttes antinucléaires, mais aussi le développement incroyable, en France, de l'électronucléaire et du nucléaire militaire. De 1984 à 1989 vingt et un nouveaux réacteurs sont mis en service. Le surgénérateur «Superphénix» se met à collectionner des avaries inquiétantes (dont une fuite de sodium). Les déchets nucléaires s'accumulent et le centre de stockage de La Hague se trouve saturé. Les tirs atomiques souterrains se poursuivent à Moruroa: 8 tirs par an de 1985 à 1988. En 85 un sixième sous-marin nucléaire est lancé : «l'Inflexible».

Les antinucléaires de Lyon et de Malville (le Comité Malville et la revue écolo *Silence*) lancent une campagne de signatures pour l'arrêt de «Superphénix» (130 000 signatures recueillies). Sur l'estuaire de la Loire une résistance se poursuit contre l'implantation d'une centrale. Un premier site, Le Pellerin, doit être abandonné. Un nouveau projet voit le jour pour le site du Carnet<sup>(2)</sup>. L'information sur les dangers du nucléaire se traduit par des conférences de Michèle Rivasi, Pierre Radanne, Louis Puiseux...

Au lendemain d'une AG nationale des Verts, se crée un Réseau pour un avenir sans nucléaire. Le principal promoteur de ce collectif est Didier Anger. Le Réseau fait paraître un fascicule très modéré (le titre du Réseau était révélateur)<sup>(3)</sup> et prépare une manifestation pour le 20 juin 87 à Paris. Cette manifestation regroupera essentiellement des militants de CANs (plus de 5000 manifestants). Silence total des médias, en particulier de *Libération*. Une ardoise de 110 000 F devra être épongée par un groupe libertaire parisien, Didier Anger ne s'étant pas manifesté pendant et après la manif. Ce beau Réseau antinucléaire national aura une vie éphémère : il s'éteindra en 1990.

En janvier 1988, le Conseil général

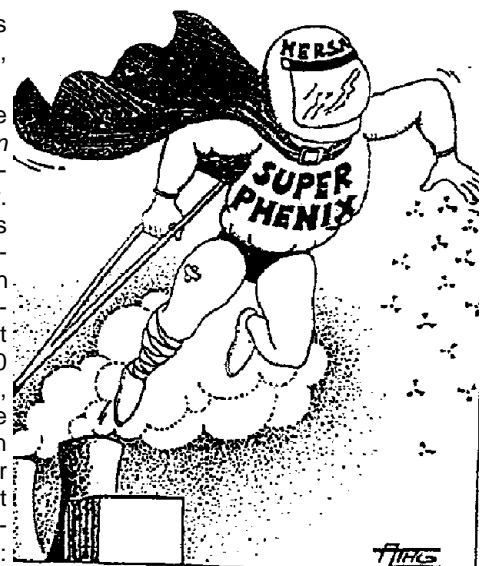
du Tarn-et-Garonne voulant sans doute se dédouaner de «l'opacité» du programme électronucléaire, lance, à Montauban, un colloque intitulé «Nucléaire, santé, sécurité». Ce colloque sera très instructif car les intervenants comprennent des scientifiques indépendants : le Dr Fauconnier, Michèle Rivasi, les Belbéoch, les Sené... Seule fausse note: un désaccord entre des groupes antinucléaires, les uns appelant à un boycott du colloque, les autres à une participation critique. Ce fut un exemple du manque de démocratie dans une stratégie de lutte : la coordination *Stop Golfech* aurait dû se réunir avant le colloque pour définir une position commune aux groupes<sup>(4)</sup>.

A l'inverse de ce cafoouflage, imputable à des militants «professionnels», une opposition unitaire exemplaire se fit, en 1988, contre des projets de stockages souterrains de déchets nucléaires. Les «gens du pays» se mobilisent dans des sites prévus en Maine-et-Loire, dans l'Ain, dans l'Aisne, à Istres (13) et à Neuvy-Boin (79). A Neuvy-Boin pratiquement toutes les communes du pays (230) sont contre le projet. Des rassemblements sur le site (une magnifique forêt aux rochers semblables à ceux de Fontainebleau) atteignent 20 000 personnes. C'est l'échec total pour l'ANDRA, l'agence chargée du programme. Le stockage de déchets radioactifs ne pourra se faire, à partir de 1992, qu'à Soulaïnes (Aube).

## L'âge d'or des verts (1988-1989)

Les Verts ont désigné leur candidat à l'élection présidentielle: Antoine Weach-

# MALVILLE



JOUE PAS AVEC MA VIE

ter. La campagne des écolos sera difficile à mener: moyens financiers insuffisants, consigne faite par le PS et le MRG aux élus de leur parti de ne pas parrainer Weachter... Lalonde, de son côté, va rejoindre le PS auprès de Rocard (un ancien du PSU comme lui) et d'Allègre. Il appellera à voter Mitterrand au premier tour. Les socialocrates le remercieront en le nommant secrétaire d'état à l'environnement. Weachter obtiendra un score similaire à celui de Lalonde en 1981. Il n'appellera pas à voter Mitterrand au 2<sup>ème</sup> tour, selon la philosophie des Verts.

Pour les Législatives le Conseil national des Verts décide la non participation (absence de moyens d'expression et risques financiers). Toutefois, violant cette consigne, Didier Anger se présente sur une liste «majorité présidentielle». Statutairement il devrait être exclu du parti. C'est le premier symptôme du clivage politique chez les Verts.

Les Verts participeront aux élections cantonales dans 67 départements puis, en mars 89, aux élections municipales. Ils obtiennent des élus municipaux dans de nombreuses villes.

Les Verts apportent leur soutien à la lutte contre «Superphénix» et à celle contre les barrages projetés sur la Loire et sur l'Allier, barrages en partie liés aux centrales nucléaires. Le 10 juin 89, au Puy, Weachter est à la tête d'une manif de 12 000 personnes refusant le barrage de Serre-de-la-Fare.

Le 10 juin, cinq antinucléaires ont escaladé une des deux tours de refroidissement de la centrale de Golfech (la mise en route du réacteur n°1 étant imminente). Les Verts Aquitaine et les Verts Midi-Pyrénées se montrent divisés: certains, membres de Stop Golfech, sont solidaires de l'action pour réclamer la non-mise en route de la centrale, d'autres seraient favorables à son démarrage sous certaines «garanties». Cinq jours plus tard deux militants sont toujours en haut de la tour à 178 m de hauteur. Antoine Weachter vient sur le site et, dans une conférence de presse, prononce un discours radicalisé: gel et désengagement du programme électro-nucléaire français, non-mise en service de la centrale de Golfech, arrêt des travaux de la centrale de Civaux, arrêt du surgénérateur de Malville, information et débat public pouvant déboucher sur un référendum<sup>(5)</sup>.

Le point d'orgue du succès politique des Verts sera les élections européennes. La liste «Les Verts-Europe-Ecologie» est conduite par Weachter. Elle obtiendra 10,59 % des voix, ce qui fait des Verts un des principaux partis politiques en France, presque à égalité avec le Front National. «Europe-Ecologie» envoie au Parlement européen 9 députés: 7 Verts et 2 «invités» (Max Siméoni,

représentant le régionalisme autonomiste et Djida Tazdait pour les beurs lyonnais). En incluant les co-députés qui remplaceront les titulaires à mi-mandat, les députés européens français compteront trois anciens des luttes antinucléaires: Solange Fernex, Didier Anger et Renée Conan<sup>(6)</sup>.

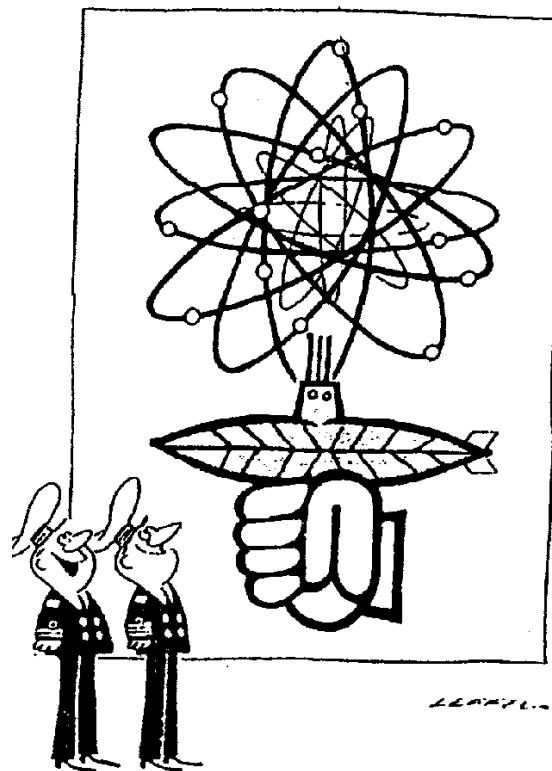
De graves menaces planent toutefois pour les Verts. D'abord le clivage, au sein du parti, entre deux grandes tendances se manifeste de plus en plus. D'un côté les «fondamentalistes», les weachteriens «ni gauche ni droite», les antinucléaires radicalisés, les pacifistes, de l'autre les modérés, les Verts «de gauche», les «réalistes», les arrivistes, les opportunistes... Ensuite les manœuvres du PS et de Brice Lalonde destinées à déstabiliser les Verts. Lalonde a créé un parti concurrent, *Génération Ecologie*, qui accueille des personnalités très diverses: Noël Mamère, Haroun Tazieff, Jean-Louis Borloo, Corine Lepage, Philippe Lebreton...

## Les revirements des Verts (1990-1991)

Les leaders des Verts sont à présent bien installés comme élus: adjoints au maire, conseillers régionaux, députés européens. Ils se comporteront, presque tous, en notables républicains. Le militantisme du parti va s'essouffler à partir de 1990. Les Verts sont de moins en moins présents dans les luttes antinucléaires, dans l'opposition aux barrages, dans l'opposition aux technologies destructrices et polluantes... L'invasion du Koweït par l'Irak précipitera l'implosion du parti.

En sept. et oct. 90 les Verts se positionnent en refusant une intervention armée sous l'égide des USA, mais la question n'est pas débattue dans leur AG de novembre. Quand la guerre éclate en janvier 91, le Conseil national du parti fait un communiqué disant: «les Verts se déclarent solidaires de celles et ceux qui ne veulent pas participer à la guerre». Il n'y aura pas, toutefois, unanimité chez les adhérents pour condamner la participation de la France à la Guerre du Golfe. Alain de Swarte, le patron absolutiste de la revue *Combat Nature* (et membre des Verts), enfourche la propagande du PS: «Saddam = Hitler; ceux qui sont contre l'intervention de la France soutiennent ainsi Saddam, etc». Les revues *Silence* et *les Réalités*

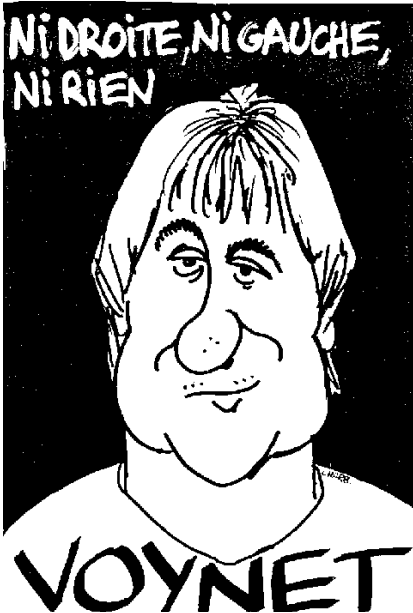
## UN 7<sup>e</sup> SOUS-MARIN NUCLÉAIRE POUR 1990



— Il nous a fait une fleur !

de l'Ecologie, par contre, sont catégoriquement contre la guerre. Jean Brière appelle à la désobéissance civique et l'écrivain politologue Gilles Perrault à la désertion (comme *Silence*). Weachter, interviewé à la télé, déclare, quant à la position de G. Perrault: «ses paroles ont du dépasser sa pensée». Même attitude de la part de trois autres porte-paroles verts: «Non à l'incivisme !»

La guerre «terminée», des règlements de compte se font chez les Verts. Les modérés et les «Verts roses» vont s'attaquer d'abord au communiste Jean Brière pour son texte dénonçant «le rôle belligène d'Israël et le lobby sioniste». Brière sera le premier membre des Verts à être exclu du parti, et pour «antisémitisme» ! Parmi les signataires pour l'exclusion de Brière (ou pour sa démission «solicitée»): Dominique Voynet, Gérard Onesta (député européen qui sera, plus tard, pour le oui à la Constitution européenne), l'écrivain de science-fiction Yves Frémion... Brière sera même traduit en justice par la LICRA, ligue antiraciste aux mains de sionistes. Weachter et d'autres se tairont. Par contre Brière sera soutenu par de nombreux militants, des verts (qui la plupart quitteront le parti) et des non-verts. C'est véritablement la fin d'un mouvement écologiste qui aurait pu jouer, en France, un grand rôle réformateur (et pourquoi pas révolutionnaire ?), qui aurait pu contribuer, dans le domaine qui nous préoccupe, à l'abandon des programmes nucléaires...



"AFFICHE ÉLECTORALE" PUBLIÉE DANS CHARLIE HEBDO  
DU 19 AVRIL 1995

## La lutte continue, le marécage politique se poursuit (1992-1996)

Souvent à l'écart des magouilles politiques, la résistance antinucléaire va se poursuivre. Pour Golfech, c'est un peu le baroud d'honneur. Une semaine après le démarrage du réacteur n°1, en déc. 90, un pylône de la ligne de 400 000 volts à la sortie de la centrale s'écroule, dynamité. En 1993 c'est la mise en service du réacteur n°2. En 1994 un sabotage est commis sur le canal d'alimentation de la centrale.

Le CAN *Stop Civaux* s'oppose au chantier de cette nouvelle centrale dotée du plus gros réacteur du parc électronucléaire français: 1450 MW (mégawatts). En juin 92 trois antinucléaires occupent deux grues du chantier. EDF porte plainte pour «violation de domicile» et fait traduire en justice les trois opposants ainsi qu'un quatrième «complice». Leur procès aura lieu en janvier 94.

En 1993 se crée, à Lyon, un collectif *les Européens contre Superphénix* qui publie un bulletin *Stop Malville*. En 1994 le collectif organise une «Marche Malville-Matignon» pour que soit arrêté l'acharnement thérapeutique pour le fonctionnement du surgénérateur lequel continue d'accumuler les pannes. Campagne en 1995 : «Superphénix ne marche pas, nous non plus!». Manif à Lyon, le 27 avril 96, à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl («Si Tchernobyl vous a fait rire, ne manquez pas Creys-Malville!» disait une affiche figurant en tête de mort rigolarde). Une plainte en justice est déposée pour «mise en danger de la santé et de la vie d'autrui». Le procureur ne retiendra pas la plainte signée par des

milliers de personnes...

La filière surgénératrice paraissant compromise, l'Etat imagine une autre utilisation du plutonium avec le MOX (mixed oxyde: oxyde mixte). Il s'agit d'un combustible nucléaire à l'uranium 235 et au plutonium. En 1990 a été mise en service, à Marcoule, l'usine MELOX pour la fabrication de ce nouveau combustible qui devrait être utilisé dans 28 réacteurs (en 2000, 16 réacteurs étaient «moxés»). Un conseiller général de Verts, Marc Faivet, se démarquant des autres élus verts politicards, crée le *Collectif Stop Melox*.

Chez les Verts c'est, en effet, le naufrage dans les pires magouilles politiques. Aux Régionales de 92, dans deux Régions, les Verts se sont alliés à leurs adversaires de Génération Ecologie. Essai transformé, dans l'ensemble du territoire, pour les Législatives de 93. C'est le grand «copinage-panier-à-crabes» des Verts avec GE et le PS. Silence sur le nucléaire dans les discours électoraux et les professions de foi. En 93 parait un livre «Nucléaire ? Non merci !» faisant le point sur le nucléaire en France<sup>(7)</sup>. Les Verts refuseront d'en faire la publicité, alors que le livre renferme des articles de Didier Anger, de Marc Faivet et autres membres du parti : «camarade, ce n'est pas le moment de parler du nucléaire...»

Pour les Européennes de 94, les Verts et GE présentent chacun une liste. Résultat: aucun élu au Parlement européen. Les Verts vont, cette fois, totalement exploser et perdre la moitié de leurs adhérents. Weatcher créera un groupuscule: le *MEI (Mouvement Ecologiste Indépendant)*. Les «Verts roses» se retrouvent entre eux pour convoler avec le PS. A l'élection présidentielle de 95 c'est la claque pour le PS. Dominique Voynet, candidate des Verts, récolte 3,33 %.

Jacques Chirac au pouvoir fait procéder à 6 «ultimes» tirs atomiques souterrains dans le lagon de Moruroa. *Greenpeace* lance, comme dans le passé, sa flotte vers Moruroa; deux de ses bateaux sont arraisonnés par la Marine. Silence de Corine Lepage, la ministre de l'environnement du gouvernement Juppé.



Une prospection de nouveaux sites pour le stockage en profondeurs de déchets hautement radioactifs est engagée. L'opposition est menée par des comités de sites regroupés en collectifs régionaux, eux-mêmes fédérés en une coordination nationale. Un site essentiel sera sélectionné pour un «laboratoire» de stockage : Bure (Meuse).

**Henry Chevallier**

(1) *SCPRI : Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, service dépendant du Ministère de la Santé. Pierre Pellerin se rendit en URSS pour minimiser, auprès des « experts » soviétiques, les effets biologiques de Tchernobyl. En 1987 l'Académie des Sciences devait décerner un prix au SCPRI pour son « œuvre d'intérêt national et international » ! Le SCPRI a été remplacé par l'OPRI.*

(2) *Le Pellerin-Le Carnet sera un des projets de centrale qui ne se réalisera pas. En 1997 Le Carnet devait accueillir l'EPR. La résistance menée par la FAN 44 (Fédération antinucléaire de Loire Atlantique) fit transférer l'implantation de l'EPR à Flamanville.*

(3) *« Sortir du nucléaire : un plus...pour l'économie ? ». Le siège du Réseau, au départ, était celui des Verts.*

(4) *Voir les précisions dans l'ouvrage « Golfech, le nucléaire, implantations et résistances » (édit. CRAS/La Rotonde, 1999). Les actes du colloque ont été publiés en 1989 par le Conseil général du Tarn-et-Garonne.*

(5) *Discours reproduit dans les Réalités de l'Ecologie n°3, « mensuel d'informations sur l'Ecologie », créé, en avril 89, par des antinucléaires implantés à Moissac. Les Réalités de l'Ecologie deviendront, en février 90, une très bonne revue militante.*

(6) *Renée Conan, ancienne de la lutte de Plogoff, défendra en particulier, au Parlement européen, les marins pêcheurs artisanaux. Elle décèdera au cours d'une banale opération chirurgicale.*

(7) *« Nucléaire ? Non merci ! Dossier bilan-perspectives coordonné par Henry Chevallier » (édit. Utovie & Silence). Signalons aussi, pour le nucléaire militaire et les tirs atomiques, des ouvrages instructifs écrits par Solange Fernex, Bruno Barillot et Mary Davis ainsi que les publications du CDRP (Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits).*



# Rencontres et lectures à contre courant

## La complicité de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda

Pourquoi la France s'est-elle engagée au Rwanda ? Est-il possible de juger les responsables français ? Que penser des arguments de ceux qui réfutent la complicité de la France dans le génocide ? Depuis le génocide, quelle est l'attitude de la classe politique française ? Quelle est celle des militaires engagés au Rwanda ? Quelle connaissance l'opinion française a-t-elle de l'implication française ? Qu'est-ce qu'une Commission d'enquête parlementaire apporterait de plus que la Mission d'information de 1998 ? Au travers des réponses à ces questions, ce livre entend aider les citoyens français à comprendre en quoi cette tragédie « africaine » fait à jamais partie de l'histoire de notre pays et met directement en cause le fonctionnement de nos propres institutions (<http://survie.org/La-complicite-de-la-France-dans-le.html>)

«**La complicité de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda**» est paru aux Editions L'Harmattan, 160 pages 13 euros. Vous pouvez le commander directement auprès de Matthieu Vanpeene: [matthieu.vanpeene@survie.org](mailto:matthieu.vanpeene@survie.org) ou auprès du local de «Survie» le plus proche de chez vous.

## Les autres Voix de la Planète

Au sommaire du n°41 de la revue (1<sup>er</sup> trimestre 2009) du **CADTM** (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde) plusieurs dossiers :

- Colonialisme et néocolonialisme au Congo avec quatre textes dont le premier assimile la guerre qui a eu lieu à la fin de 2008 dans l'Est du pays (Kivu notamment) à une guerre économique internationale au profit des transnationales, mais aussi des bandes armées.

- Crises: impacts et alternatives - l'Inde échappe-t-elle à la récession mondiale ? Texte suivi d'une réflexion d'Eric Toussein : pour sortir de la crise, en finir avec le capitalisme. On trouvera également un texte sur l'audit en cours concernant la dette de l'Equateur.

- La revue conclut sur le réseau international CADTM qui s'est doté les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 08 d'une nouvelle charte politique dont l'objectif premier est : *"l'abolition immédiate et inconditionnelle de la dette publique du Tiers-Monde et l'abandon des politiques d'ajustement structurel.."*.

Abonnement : (4 n°) plus publications et livres : 38 euros (20 pour petits revenus), par chèque à l'ordre du CADTM, 345 avenue de l'Observatoire 4000 Liège, Belgique.

## Incendo

«**Incendo**» est un petit journal gratuit qui se veut un outil de lutte, de contre-information, de réflexion, de discussion, de critique, hors des idéologies, des dogmes et autres tours d'ivoire. Centré sur l'actualité de la lutte contre le capital et le patriarcat, et notamment au niveau local.

Incendo est réalisé sans prétention par quelques avignonnais-es insoumis-es aux partis et organisations. Au sommaire des 44 pages A5 du n°4 (mai 2009) : - Notes sur la "grève" à l'Université d'Avignon. - Le droit de grève est menacé... mais pas la grève ; légalisation de la grève (1864), et toujours les brèves générales, et cette fois, sauvages et illimitées. - Sans-papiers : retour sur quelques actions de ces derniers mois - Notes de lectures, brèves diverses, revue des revues, liens, etc.

On peut trouver «**Incendo**» gratuitement en le commandant à cette adresse : **Incendo** c/o Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 1 (ça serait tout de même cool de penser au frais de port et par exemple de glisser des timbres). Les anciens numéros sont téléchargeables sur <http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?mot79>

## Démocratie, dans quel état ?

"Qu'est-ce qu'un démocrate, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc." Cette question, ce jugement sans appel d'Auguste Blanqui d'autant d'un siècle et demi mais gardent une actualité dont ce livre est un signe. Il ne faut pas s'attendre à y trouver une définition de la démocratie, ni un mode d'emploi et encore moins un verdict pour ou contre.

Les huit philosophes qui ont accepté d'y participer n'ont sur le sujet qu'un seul point commun : ils et elles rejettent l'idée que la démocratie consisterait à glisser de temps à autre une enveloppe dans une boîte de plastique transparent. Leurs opinions sont précises dans leurs divergences, voire contradictoires - ce qui était prévu et même souhaité. Il en ressort, pour finir, que tout usé que soit le mot "démocratie", il n'est pas à abandonner à l'ennemi car il continue à servir de pivot autour duquel tournent, depuis Platon, les plus essentielles des controverses sur la politique.

« **Démocratie, dans quel état ?** » G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaïd, W. Brown, J.-L. Nancy, J. Rancière, K. Ross, S. Zizek. 150 pages. 13 euros. ISBN 9782913372917 est paru aux Editions La Fabrique (64 rue Rébeval 75019 PARIS Tél. + fax 01 40 15 02 63).

## Histoires de guerres, de révolutions et d'exils

Les éditions ACRATIE viennent de publier «**Histoires de guerres, de révolutions et d'exil**» de Nestor Romero. Il y a soixante-dix ans, le 28 janvier 1939, le gouvernement français consent enfin à ouvrir la frontière pyrénéenne aux vaincus de la guerre et de la révolution. Román, lui, décide de rester, de poursuivre la lutte dans ce qu'il reste de la République en compagnie, plutôt que sous les ordres, de Cipriano Mera, le célèbre "général anarchiste" commandant le IV<sup>e</sup> corps d'armée et vainqueur de la bataille de Guadalajara.

Prisonnier de droit commun libéré par la Révolution fin juillet 1936, Román n'a plus cessé de combattre pour "las Ideas", les idées dont il s'est instruit au long de ses années de bagne. Le pire l'attend pourtant derrière les montagnes qu'il doit bien se résoudre à franchir. La tourmente passée il trouve refuge, enfin, dans ce gros bourg, entre coteaux pierreux du Quercy et rives de la Dordogne. Jusqu'à ce matin d'automne, bien des années plus tard, où on le trouve là, recroquevillé sur sa terre de "la Plaine", une balle dans le coeur... Pour toute commande écrire à [editions.acratie@orange.fr](mailto:editions.acratie@orange.fr)

## L'Idéologie ou la pensée embarquée

L'idéologie est partout, le mot est si galvaudé que le concept s'est comme évaporé : on dit qu'une grève est idéologique pour éviter de dire qu'elle a d'autres raisons qu'une stricte revendication. On dit qu'une réforme est idéologique pour éviter de dire qu'elle s'inscrit dans la grande reprise en main autoritaire et libérale actuelle. Ce livre éclaire la notion d'idéologie, tout d'abord en précisant d'abord ce qu'elle n'est pas.

L'auteure, Isabelle Garo, prend le contre-pied d'interprétations convenues. Elle suit l'évolution de Marx sur la question de l'idéologie — depuis l'Idéologie allemande jusqu'au Capital — et elle en propose la poursuite contemporaine. L'idéologie ne peut pas se définir une fois pour toutes, elle est inséparablement liée aux affrontements et aux conflits d'idées d'un moment. « *Il faut lui rendre sa capacité à débusquer les contradictions profondes qui reconduisent sans cesse les idées dominantes à l'ensemble d'un mode de production* ».

« **L'Idéologie ou la pensée embarquée** » d'Isabelle Garo est paru aux Editions La Fabrique (voir ci-dessus). 12 euros - 240 pages - ISBN 978-2-91-337288-7.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP  
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 12123  
68060 MULHOUSE cedex 2

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 22/05/2009



## Le Capital dans tous ses délires (médiatiques) par Dédé



### Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Les grands prêtres de l'Europe
- Page 2 ..... Un saisissant portrait filmique de "La Rose Blanche"
- Page 3 à 7 ..... Un "capitalisme vert" est-il possible ?
- Page 8 et 9 ..... Eléments d'histoire de la gauche (4)
- Page 10 à 12 ..... La filière automobile : de la fin du rêve au début du cauchemar
- Page 13 à 16 ..... Histoire des luttes antinucléaires (3)
- Page 17 ..... Rencontres et Lectures
- Page 18 ..... Le Capital dans tous ses délires par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :  
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

#### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER